



237 • 3,75 \$

JUILLET - AOÛT 1992



DOSSIER

LA FORÊT AU QUÉBEC

Pâte et gueule de bois

Entrevue avec DANIELLE MARTINEAU

Chanson d'anniversaire pour une ville adolescente



9 770849 035006

**Ne manquez pas dans
le prochain numéro...
Septembre-octobre 1992**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:

QUESTION NATIONALE

Un enjeu pour le monde populaire

ENTREVUE:

LOUISE CORRIVEAU

Les Cégeps en questions

**Le lieu de rencontre
des gens d'action**



Service courtois et efficace
de location de salles

Pour réservation: (514) 524-3561

1212 rue Panet, Montréal (Québec) H2L 2Y7



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal
(Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**



8

PHOTO: RENÉ BEAULIEU



20

PHOTO: DENIS ROUX



36

PHOTO: FRANCE GROULX

ÉDITORIAL 4

LE 350^E... ESTIVALIER 7

ENTREVUE 8

• **Danielle Martineau**
CHANSON D'ANNIVERSAIRE
POUR UNE VILLE ADOLESCENTE

Danielle Martineau se passionne pour la musique cajun, et elle a des choses à chanter. Son spectacle pourrait s'appeler «Laissez le bon temps rouler... et le mauvais temps disparaître». Bonne vivante, ça ne l'empêche pas pour autant de témoigner de la misère. Elle chante elle aussi, de sa voix forte, douce et claire, une chanson pour Montréal...

VIE ET CULTURE 16

• **La culture d'été**
 • **Femmes et sport**

DOSSIER 20

• **La forêt au Québec**
PÂTE ET GUEULE DE BOIS

Arbres et personnes se chicanent. Leur mariage ne date pas d'hier, mais s'avère tumultueux. Une industrie en chute libre, un écosystème ravagé, des travailleurs-ses malmenés-es, de la viande hachée faite avec de l'arbre mignon. Qu'arrive-t-il quand la personne entre dans le bois?

EN MOUVEMENTS 34

• **Street City: une expérience canadienne**
avec les itinérants-es

SUR LA PLANÈTE 36

• **Philippines: droits humains et**
catastrophe

BILLET 6

CHRONIQUE INSOLENTÉ 13

BANDE DESSINÉE 13

TOUR DU QUÉBEC 14

QUÉBEC EN COULEURS 15

LIRE 19

AUX ÉTATS 33

VO

VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s-es.

Conseil d'administration: Michelle Asselin, Daniel Beaulieu, Esther Champagne, Paul-Émile Charland, Daniel Legault, Réjean Mathieu, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Daniel Gingras, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Marc Valade, Pierre Viau. **Collaborations régulières et membres des sous-comités:** Nicole Brais, Jacynthe Chicoine, Guillaume Dostaler, Myriame El-Yamani, Jean Forest, François Gervais, Louise Lafortune, Daniel Laprès, Maryse Rivard, Maryse Robert, Pierre Viau.

Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité: Jean Robitaille. **Pupitre et secrétariat de rédaction, montage de couverture, visuel, comptabilité et rédaction:** Daniel Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Jean-Guy Renaud. **Mise en pages:** André Leclerc. **Photographie:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc..
Distribution: Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513.
Fréquence de parution: 6 numéros par an
Photos page couverture: René Beaulieu, (médaillon: Yves Provencher)
Grille de tarifs:
 Abonnement pour individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans
 Abonnement institutionnel: 28\$/an
 Abonnement de soutien: 28\$/an
 Étudiant ou sans emploi: 14\$/an
 À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an
 À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an
 Un numéro seulement: 5,05\$ (incl. frais de poste)

Les articles de la revue VO sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement no.0220. Parution: no.237, 1er juillet 1992.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: 527-3403

UN RÉFÉRENDUM SUR LA SOUVERAINETÉ:

Contraint de présenter des offres minimalement acceptables au Parti Libéral du Québec, le duo Mulroney-Clark se résigne à opter pour une stratégie beaucoup plus audacieuse... mais la seule qui puisse encore être gagnante. En effet, il valait mieux, pour eux, laisser aller le processus de révision constitutionnelle dans un cul-de-sac (voire même l'y conduire, diraient certains esprits machiavéliques) plutôt que de présenter des offres au Québec que même le plus vicieux fédéraliste n'oserait défendre. Le caractère dramatique de cette situation – aucune offre à présenter au Québec – permettrait ensuite de faire passer autrement un «Meech II», revu et corrigé.

Le processus de révision constitutionnelle, qui devait initialement être une «ronde Québec» (ce que certains Canadiens prennent plaisir et avantage à oublier), ne sert plus maintenant qu'à contenter les provinces de l'Ouest et les Autochtones, afin d'acheter leur paix.

La situation de crise provoquée par l'absence d'offres pour le Québec ouvre ainsi toute grande la porte au Gouvernement fédéral pour passer outre au processus normal de réforme de la Constitution. Le Fédéral proposera lui-même ce Meech revu et corrigé, fera entériner cette proposition par les deux autres partis à la Chambre des Communes (coincés, le PLC et le NPD n'oseront pas s'y objecter devant la menace de voir le Québec se séparer) et ira chercher l'assentiment de la population dans un référendum pan-canadien, dont le Québec serait toutefois tactiquement exclu. Profitant du *momentum* créé par un Canada qui, à forte majorité, tendrait les bras au Québec, les fédéralistes québécois seraient alors bien placés pour nous proposer des offres qui, même minimalistes et emberlificotées, risquent d'être endossées par une population lasse de tous ces sparages constitutionnels.

LE PLQ EN DEVENIR

Fondamentalement **contre** la souveraineté, Bourassa reste la personne qui a, malheureusement, le plus d'influence sur la question au Québec. Il ne changera d'idée qu'acculé au pied du mur par l'opinion publique.

DIANE BRULOTTE, DANIEL LEGAULT,
JEAN ROBITAILLE

LE TEMPS PASSE, LE PLQ N'ABOIE PAS



PHOTO: DANIEL LEGAULT

Ou par le Parti Libéral du Québec. Ou par les Jeunes Libéraux. Depuis 2 ans, les Jeunes Libéraux servent un peu de *front*, de devanture revendicatrice, de caniches aboyants pour le restant du Parti. Obligés à une réaction énergique et intelligente par les événements (des offres minables du gouvernement canadien au Québec), les «Vieux» Libéraux pourraient se faire dissidents, les Jeunes Libéraux pourraient parler plus fort.

Espérons qu'à l'avant-dernier moment, certains Libéraux sortiront de leur torpeur, et de leur unanimité protocolaire,

pour se distancer de Bourassa et Ryan. Ce schisme serait bienvenu. Il permettrait notamment d'élever la question constitutionnelle au-dessus des lignes de parti. Ce n'est pas impensable: pareilles crises se sont déjà produites au PLQ dans les années '60.

AVANT LES PROMESSES D'ÉLECTIONS

La popularité de son parti est à son très bas. Si Bourassa n'avait pas fomenté, dans un moment d'errance (ou de lucidité) une loi 150, il y a fort à parier qu'il se servirait maintenant de la question constitutionnelle pour essayer de se maintenir au pouvoir, la prenant comme enjeu électoral pour... 1993.

Avant de songer à devoir appuyer un parti politique à cause de son option constitutionnelle, VO demande à ce que cette question soit tirée à part, au-delà d'un *package deal* électoraliste, et au-dessus des programmes des partis.

Bourassa doit être contraint à une question claire, dans un référendum sur la souveraineté, et nous ne pouvons pas nous fier sur le PQ pour la demander.

HARO SUR LE SPHYNX

L'expérience de 1980 nous apprend que peu importe qu'on soit à droite ou à gauche, scolarisés plus ou moins, on répond moins à une question précise, littérale, qu'à l'appel d'une option, d'un comité-parapluie, dans un référendum **bi-polarisé au maximum**. Bref, à force d'émotivité et de procès d'intention, la question n'a plus beaucoup d'importance.

En mai 1980, une majorité a dit non à un très modeste mandat de négocier, une question timide, minimale. L'analyse des résultats laisse croire qu'une question plus audacieuse n'aurait pas diminué le taux d'acceptation. Puisqu'on ne trouvera pas un questionnaire à plusieurs réponses, une question tranchante doit permettre de clarifier les choses et de faire avancer le débat. Tant qu'à faire de toute façon le procès de l'indépendance et du fédéralisme, faisons-le littéralement, faisons-le franchement. **Le référendum québécois doit porter sur la souveraineté.**

POLITICALLY CORRECT... LA POST-FILLE RÉPOND

C'était au début du mois d'avril. Je cogitais sur mon prochain billet pour VO, et je suis tombée sur le reportage sympa de *Voir* sur les PC. J'ai failli attraper une constipation *ad vitam eternam* ou la *tourista*, si vous préférez. Je n'en croyais pas mes yeux. Je voyais rouge, de colère et de honte, pour ces imbéciles qui se croient tout permis, du haut de leur chaire universitaire ou dans leur bureau de Centre de minorités à tous vents. Sûrement un poisson d'avril, me suis-je dit!


Qu'est-ce que c'est que cette salade de croire qu'une artiste africaine n'aurait jamais peint une femme noire avec des bananes sur la tête, avec en plus un regard qui l'assimile à une bête de somme? Pensez-vous que nous sommes plus dignes avec nos porte-bagages de vélo, encombrants et dangereux pour tourner, le regard à terre de peur d'accrocher un passant? Qu'est-ce que c'est que cette salade qu'une fille n'est plus une fille mais une pré-femme? Ça sonne pas mal pré-fabriquée. À quand les post-femmes, comme les post-scriptums ou les post-modernes? Qu'est-ce que c'est que cette salade de conscientiser le public, en décidant à la place des autres de ce qui est convenable pour nos yeux d'occidentaux, en évoquant les comportements et stéréotypes racistes? Attention, si vous avez les yeux bridés ou en amande, vous n'êtes sûrement pas PC.

Vous m'avez compris, je l'espère. Je revendique mon appartenance, en tant que femme, féministe (tout court et sans mais), minorité si vous voulez (mélange de Française, de Marocaine, de Yéménite et Cie, mets-en), à la gang des PNC: POLITIQUEMENT NON CORRECTE. Je refuse que mon imaginaire, mon identité, mes comportements soient assimilés à ces propos, frisant le fascisme, de peur

MYRIAME EL YAMANI

de ne blesser personne, et surtout de déresponsabiliser tout le monde. De nombreuses écrivaines et grammairiennes féministes se sont battues pour désexiser la langue française et éviter les petits «e» entre parenthèses ou entre tirets. Elles ont réussi à faire passer dans le langage courant des «professeures», des «la ministre», etc., et ce genre de mouvement ne fait que les discréditer, en plus d'être dangereux. Le McCarthysme, ça ne vous rappelle rien? Au nom même de ces beaux principes d'égalité et d'uniformisation de la société états-unienne, on a établi une chasse aux sorcières envers tous ceux et celles qui ne pensaient pas correctement. À l'époque, c'était le communisme, maintenant, c'est le droit des minorités.

Je m'insurge contre ce rapetissement de la pensée. Alors que les idées en ce moment nous font cruellement défaut, faut-il sur le principe noble d'endiguer la discrimination sous toutes ses formes, fermer le caquet à toutes ces personnes qui essaient de l'ouvrir, même mal? Je m'insurge contre cette réduction malsaine de ce qu'est la politique, c'est-à-dire non plus rendre publics les agissements des citoyens et citoyennes de la cité, mais calquer un principe d'égalité sur celui d'uniformité. Je m'insurge surtout contre cette forme éhontée des discours sur la représentation, car nous

ne pouvons que nous représenter nous-mêmes. Si les Noirs d'Amérique ont décidé de se faire appeler Afro-Américains, après s'être dénommés Nègres et Blacks, grand bien leur fasse. À moi de décider ce que j'en fais, en mon âme et conscience, mais sûrement pas parce que c'est POLITIQUEMENT CORRECT! 



JULIE PERREAULT

Depuis plus de deux semaines, je travaille dans un centre d'emploi pour étudiants-es. Depuis l'ouverture, un peu plus de 200 employeurs ont fait affaire avec notre centre de placement. Au-delà de 300 postes ont donc été affichés afin d'être consultés par les étudiants-es. On pourrait croire que c'est beaucoup, mais ce chiffre paraît minime quand on évalue le nombre de jeunes qui se sont présentés au centre. Si on calcule qu'environ 2 000 personnes aux études sont venues chercher de l'emploi au centre de placement (à raison de 100 à 150 par jour), on arrive à la conclusion que pour chaque poste disponible, 7 étudiants-es le convoitent.

Deux petits exemples illustrent cette situation. Le premier concerne une offre d'emploi dans une buanderie. L'employeur cherchait à recruter des candidats-es pour des remplacements de vacance. Trois ou quatre postes étaient disponibles à 7\$/heure. Quelques jours après le début de l'affichage au centre, la responsable de la buanderie m'a rejointe pour me demander de retirer l'offre, car 63 personnes s'étaient présentées pour obtenir ces postes. Même engouement pour les emplois reliés aux fameuses Fêtes du 350^e de Montréal. Au début, 49

EMPLOIS D'ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS-ES: LE 350^E... ESTIVALIER

postes étaient disponibles, mais en cours de route, quelques-uns ont disparu... pour qu'il n'en reste qu'une quarantaine. Pendant deux semaines complètes, il était possible de s'inscrire et de déposer son curriculum vitae pour travailler soit à l'accueil du public, à l'accueil de la presse, comme manoeuvre ou comme aide technique. Tous ces emplois faisant partie du programme *Défi 92* (pour étudiant-e) et octroyant un salaire de 5,55\$/heure. Et devinez le nombre de candidatures reçues? Près de 350...

Mais il faut être honnête et dire que durant les semaines suivantes, d'autres employeurs embaucheront des jeunes pour la période estivale. Tout n'est donc pas perdu. Mais il ne faut pas être exi-

geant si on veut travailler durant l'été. En fait, les emplois offerts le sont surtout dans les domaines de la vente (sollicitation, vente dans les boutiques, caissières), de la restauration (aide-cuisinière, plongeur, serveur-se), dans l'animation (camp d'été, garderie) et dans l'expédition de marchandises diverses. La presque totalité de ces jobs sont rémunérées au salaire minimum (soit 5,55\$/heure) et exigent une grande disponibilité, car les horaires sont flexibles, autant de jour que de soir. Consolation: la plupart de ces emplois dureront près de quatre mois. Pour les vacances, on repassera si on veut payer les frais de scolarité de l'automne.

Toutefois, pour ceux et celles qui chercheraient un emploi relié à leur domaine d'étude, les déceptions seront plus nombreuses. Ainsi, la CUM qui a recours à des étudiants-es spécialisés-es (programmeurs-es-analystes, microbiologistes, etc.) n'a ouvert que huit postes jusqu'à ce jour. Du côté des ministères fédéraux, où on recherche surtout des commis de bureau, un peu plus d'une vingtaine de postes ont été offerts.

Les emplois payants (ceux dont le salaire horaire est supérieur à 10\$), on les retrouve surtout dans le domaine du secrétariat. Il s'agit souvent de contrats de remplacement, de durée limitée.

Enfin, ce qui est le plus frappant, c'est que la majorité des employeurs manifestent plusieurs exigences pour combler leurs postes: bilinguisme, connaissance de divers logiciels, expérience dans le domaine, et même... voiture pour déplacer le matériel nécessaire à la vente! ☺



PHOTO: DENIS ROUX



ENTREVUE AVEC DANIELLE MARTINEAU

DANIEL LEGAULT

PHOTOS DE RENÉ BEAULIEU

LA JOURNÉE OÙ NOUS L'AVONS RENCONTRÉE À MONTRÉAL, LOS ANGELES CHAUFFAIT SOUS LES ÉMEUTES. LES NOIRS N'ACCEPTAIENT PLUS DE SE FAIRE TABASSER GRATUITEMENT. BEAU JOUR POUR PARLER D'INTERCULTURALISME!

DANIELLE MARTINEAU SE PASSIONNE POUR LA MUSIQUE CAJUN, ET ELLE A DES CHOSSES À CHANTER. ELLE A DÉCIDÉ D'ÉCRIRE SES CHANSONS, DONT PLUSIEURS À THÈMES SOCIAUX, QUI SONT, POUR ELLE, BIEN «SOULAGEANTES», ET DE SE PRODUIRE AVEC UN NOUVEAU GROUPE, *ROCKABAYOU*, UN GROUPE POUR DANSER, BIEN SÛR, DANS LA MEILLEURE TRADITION CAJUN, MAIS AUSSI UN GROUPE «POUR S'ASSEOIR ET S'ÉCOUTER». SON SPECTACLE POURRAIT S'APPELER «LAISSEZ LE BON TEMPS ROULER... ET LE MAUVAIS TEMPS DISPARAÎTRE».

LE 350^E DE MONTRÉAL: CHANSON D'ANNIVERSAIRE POUR UNE VILLE ADOLESCENTE

Après avoir grandi dans l'ethnomusicologie et l'étude du patrimoine, Danielle Martineau pourrait aborder la musique cajun comme une universitaire très sérieuse et raisonnable; elle l'aborde plutôt comme une bonne et simple vivante. Hésitant entre l'accordéon et la cornemuse, ce ne sont pas des considérations de style qui l'ont emportée; ses enfants se sont clairement prononcés contre le bruyant instrument européen!

En parlant de son ancien groupe de Québec *Joséphine*, Danielle Martineau raconte: «la nourriture est importante pour nous, elle est au cœur de notre existence. On mange beaucoup. On est très peu «no future!» Sa musique est toujours basée sur la nourriture, sur les sourires, sur la tendresse, et la fête. Je ne suis pas surprise de voir, dans son salon, au milieu d'autres photographies, une Mitsou qui rigole derrière un bouquet de fleurs.

LA MÈRE QUI CHANTE...

Être bonne vivante, ça n'empêche pas de voir la misère tout autour.

Témoigner de la misère, c'est ce que faisait la Bolduc, 40 ans plus tôt. Chroniqueuse sociale, Danielle Martineau accepte la filiation, et comprend que la préoccupation des «besoins essentiels» reste plus le fait des femmes, et surtout des mères, plus sensibles à la misère quotidienne et aux besoins essentiels. «Comment la Bolduc a-t-elle com-

«On a peu de maturité... Nous sommes exactement comme des adolescents, au niveau culturel, qui réagissent contre des aînés! Qu'est-ce que tu veux, il faut que ça passe!...»

mencé à chanter? C'était pour prendre en charge la famille financièrement, puisque son mari était malade.»

Danielle Martineau a eu deux enfants, qui ont maintenant 18 et 20 ans. C'est lorsqu'ils sont devenus autonomes qu'elle a changé de vie, et pris le «risque» de devenir auteure-interprète à temps plein, après une carrière plus académique de musicologie. À 40 ans, elle a vendu sa maison de Québec, et elle s'est dit: «Maintenant je fais ce que je veux. Je n'ai plus d'obligations comme celle de préparer des repas 3 fois par jour. J'ai ramassé toutes mes compositions et j'ai décidé de faire un disque.»

VIDÉO-CLIP LA CHAÎNE DES DAMES

Ses premiers amours ont été à la danse et à la chorégraphie. Elle a contribué à codifier et à noter des musiques et figures de danse régionales au Québec. Danielle Martineau a fondé, à Québec, l'organisation *Les danseries*, devenue le *Centre de valorisation du patrimoine vivant*.



La fête à Montréal

Un concours de chanson a été organisé dans le cadre des Fêtes du 350^e anniversaire de Montréal. Après une première ronde, le jury a créé un mini-scandale en refusant de désigner une chanson gagnante, «faute... de qualité». Au cours d'une deuxième ronde, une chanson, plutôt insipide, a été désignée. Si VO avions organisé un concours, nous aurions choisi une chanson de Danielle Martineau.

«J'étais en studio, lorsque quelqu'un m'a parlé pour la première fois de ce concours de chanson. Ma première réaction a été me dire «Je ne serais jamais capable d'écrire une chanson sur un thème pareil». Quelques jours plus tard, c'était écrit.»

La prosodie¹ en est laborieuse, la musique très simple, l'innocence feinte, mais le témoignage est juste.

*Mes bons amis, j viens d'éménager dans l'est de Montréal
Ici les usines ferment, les magasins font des ventes finales
Les gens ont l'air découragés, y trouvent qu'c'est un scandale
Mais j'suis aussi bien d'm'habituer, y paraît qu'c'est normal*

*C't'année ça l'air qu'y veulent fêter la fondation d'la ville
C'pas trop évident d's'amuser quand les temps sont difficiles
Partout ça d'mande la charité, à'soupe ça fait des files
Si vous voulez mon idée ça va faire une p'tite fête tranquille
une p'tite fête tranquille*

*Là y ont décidé d'augmenter les taxes municipales
Un des problèmes c'est qu'y auraient plus de dettes que d'capital
Moi j'connais pas grand'chose là-dedans, j'lis à peine le journal
J'pensais qu'c'était plus drôle dans une ville bourrée d'festivals
ben bourrée d'festivals*

*En attendant j'vas prendre une marche sur la rue Ontario
Ca m'fait du bien d'inspirer une bonne bouffée d'populo
J'peux constater qu'j'suis pas toute seule qui a pas gagné l'gros lot
C'pas parce qu'on veut mais on est une gang qui payent p'us trop d'impôt
qui payent p'us trop d'impôt*

*C't'été on r'gardera les balounes pi les pétards de loin
J'aimerais mieux qu'on s'occupe que plus de monde mangent à leur faim
Ca mettrait une plus belle ambiance pis ça nous frait du bien
On fil'rait plus pour fêter, on s'en frait moins pour demain
on s'en frait moins pour demain*

*Mes bons amis j'viens d'éménager dans l'est de Montréal
Ici les usines ferment, les magasins font des ventes finales
Faut bien s'faire une idée en essayant d's'encourager
Comme les autres crises ça va passer, qu'est-ce que vous en pensez?
qu'est-ce que vous en pensez?*

(Danielle Martineau, tous droits réservés, SOCAN 1992)

1 L'alliage paroles-musique.

«Pour la création, cette recherche donne une espèce de profondeur dans le temps. C'est important de voir ce qui s'est fait, avant de proposer quelque chose. Le tout forme un vaste portrait d'une culture en voie d'extinction. Dans le cas de la danse, l'arrivée de la vidéo va beaucoup aider. Car ce n'était pas facile de codifier toutes les variantes des danses régionales. Une «chaîne des dames» dans Charlevoix, ce n'est pas une «chaîne des dames» de la Mauricie: c'est lourd de tout écrire les particularités.»

CHANSON BONNE, CHANSON MAUVAISE

Ici au Québec, on en est très loin. D'après Danielle, l'esthétique est passée ici par le classique, et a été couvée par une éducation religieuse. Nous sommes encore imprégnés du jugement de valeur posé sur la culture paysanne et non-savante.

«Quand les autorités d'ici se sont intéressées à la culture rurale, ils ont fait *La Bonne Chanson* par exemple, en ôtant ce qui parlait de fesses ou de boisson pour faire chanter dans les foyers LA BONNE chanson. Avec un regard condescendant pour ramener les brebis dans le droit chemin.» Danielle Martineau prend soin de rappeler que dans les pays de l'Est, cette «censure» a pris une autre forme idéologique: les cultures étaient peut-être protégées, mais avec une orientation idéologique aussi particulière, réductrice, et très idéaliste.

«Mais nous on réagit beaucoup. Par rapport à la religion, par exemple: on sacre encore beaucoup. Le rejet de l'éducation chrétienne s'est fait très brusquement. On a peu de maturité... Nous sommes exactement comme des adolescents, au niveau culturel, qui réagissent contre des aînés! Qu'est-ce que tu veux, il faut que ça passe!...»

LA CHANSON QUI PROTESTE

Danielle Martineau s'offusque, doucement, mais de tout son art, avec simplicité, contre ce qu'elle appelle «la peur presque animale de la différence», le racisme. Celui des mononcles, à Noël, qui généralisent et insultent, qu'elle décrit dans une chanson intitulée *Laisse faire*. Et celui de David Duke, l'ancien chef KKK candidat défait au poste de gouverneur louisianais, et de ses argentiers. Une tradition du *protest song*, très forte, existe



depuis longtemps chez les anglophones. Et ils aiment ces chansons même en français, pourvu qu'on les leur présente. Ils sont sensibles à ce qu'un de leurs critiques appelle le «romantic mystery of the French tongue». Et ils en redemandent. Si bien que le répertoire de compositions de Danielle Martineau ne devrait pas lui couper l'accès à ces scènes étrangères, qu'elle connaît bien. En fait, elle a, à date, plus joué aux États-Unis ou au Canada anglais qu'au Québec.

Elle a créé une chanson pour David Duke. Une complainte. Une espèce de lamentation, très douce. Quand je lui fais remarquer que d'autres auraient pris un ton post-punk pour vociférer des insultes très dures, elle nous parle de Tracey Chapman, et rajoute: «Question de tempérament. C'est peut-être que moi je suis une fille timide...»

«Un moment donné, tu te tannes de penser ces choses-là seulement pour toi-même, sans que ça aille plus loin. Tu as beau te plaindre... Au moins, si ta chanson est diffusée, les gens auront des réactions. Il ne faut pas rester une témoin passive.» Sans nécessairement devenir revendicatrice, voudrait-elle rajouter. «Ça prend quelque chose de direct, de conscient, et de conséquent entre les pensées, les paroles, et les actes.»

«Mais je n'écris pas seulement sur des thèmes sociaux. Je n'écris pas de chan-

sons d'amour. J'ai écrit des chansons à propos de l'amour, à propos de l'état d'insécurité de rencontrer quelqu'un de nouveau, et ce que ça met en jeu.»

L'écriture de Danielle Martineau est un parti-pris pour la simplicité et l'expression directe. «Dans la chanson traditionnelle, de partout dans le monde, les gens n'utilisent pas les formes littéraires. Moins de lois, moins d'emballage, moins de «forme»: ils trouvent des manières plus imagées de s'exprimer.»

COMME UN QUÉBEC PRÉ-RÉVOLUTION TRANQUILLE

La société cajun est très conservatrice. Danielle Martineau la compare au Québec d'avant la révolution tranquille, où concubinage doit rimer avec mariage, où

les femmes ont une place et un rôle bien délimités, etc. Il n'y a pas beaucoup de femmes, d'ailleurs, qui font de la musique en Louisiane; et les figures connues du cajun sont presque toutes des hommes. «Il y a bien Queen Ida, déménagée maintenant à San Francisco. Elle a commencé vers 45 ans, quand les enfants sont devenus plus tranquilles. Et elle a fait de bonnes choses. Mais c'est une exception.»

Si la Louisiane avait connu une pareille révolution tranquille, la musique cajun, essentiellement rurale, aurait-elle périclité? «Non, je ne crois pas. En Louisiane, la musique est trop forte, trop importante. Elle est... incontrôlable. Il n'y a pas là-bas de Guilde ou d'autre association de musiciens-nes. Ils n'auraient aucun contrôle. Il y a toujours de la

Déconnectés-es, les artistes? Danielle Martineau est bien consciente que les artistes seront les premiers à sentir les effets de la nouvelle fiscalité municipale post-réforme-Ryan: pour cet été, les villes ont coupé une grande partie d'un budget qu'elles utilisaient pour l'organisation de spectacles.

«C'est drôle, je pense qu'on arrive à une époque où les villes vont être ce qu'étaient les châteaux, avec leur village installé autour, au centre d'un système très organique. Remplaçant les cultures régionales, on a maintenant des cultures de grandes villes. Il y a un style de vie à Los Angeles, un style de vie à New York, etc. Avec chacune leur culture.»



musique dans les restaurants. Tu peux toujours voir un spectacle dans les plus petites places. C'est relié à la nourriture et à la danse autant qu'à la fête.

Danielle Martineau n'est pas nostalgique. Elle s'arrange bien avec la modernité. Elle n'a pas l'impression qu'on «perd» quelque chose avec une urbanisation inévitable. «C'est un fait de société sur lequel on n'a pas de contrôle. C'est un peu comme le passage entre une société de chasseurs à celle d'agriculteurs. Bientôt l'agriculture va être gérée, de loin, comme une grosse entreprise.»

«C'est drôle, je pense qu'on arrive à une époque où les villes vont être ce qu'étaient les châteaux, avec leur village installé autour, au centre d'un système très organique. Remplaçant les cultures régionales, on a maintenant des cultures de grandes villes. Il y a un style de vie à Los Angeles, un style de vie à New York, etc. Avec chacune leur culture.»

MONTRÉAL, UNE FIERTÉ ADOLESCENTE

Depuis peu à Montréal, elle en apprécie la présence de groupes multi-ethniques, mais se trouve déçue en comparant le Vieux Montréal au Vieux Québec. «On ne sent pas le fleuve à Montréal.»


Mais le regard qu'elle porte sur la ville de

COCKTAIL MUSICAL

D'après Danielle Martineau, on aurait tort de penser qu'il y a un mariage forcé, dans sa musique, entre le rock et les éléments traditionnels cajuns. «Les cajuns ont fait du rock préhistorique. Dans le mélange culturel qui lui a donné naissance, dans le contact avec les noirs, avec l'esclavage, les thèmes cajuns sont très près de ceux du blues, donc du rock. Dans le vieux cajun, ça brasse! Et tous les éléments du rock sont là.» Selon elle, la musique cajun aurait évolué comme un appendice de la musique rock. Et comme le jazz ou le rock, elle serait une oeuvre d'interculturalisme en évolution!

La musique autant que la parole, lorsqu'elle a de véritables origines populaires, y gagne complètement en diversité. «Lorsque j'ai commencé en accompagnant au piano des accordéonistes cajuns, j'ai été très attirée par cette manière d'en jouer, très originale, très délinquante, dans le rythme, la manière d'aborder l'instrument, etc.»

Montréal est empreint des nombreux contacts qu'elle a entretenus avec des musiciens de différents coins du monde. «Le Québec est un jeune pays, et Montréal est une jeune ville. Il y a quelque chose d'adolescent dans le nombre de festivals qui sont organisés dans cette

ville. Festivals d'un bord, festivals de l'autre: c'est trop. Et les Fêtes du 350^e, ça voudra peut-être surtout dire un grossissement des festivals existants. C'est une espèce de défoulement. Il y a quelque chose qui ressemble à de la révolte adolescente...» 



CHRONIQUE INSOLENTTE

NICOLE BRAIS

Quand je monte à Montréal, ça m'arrive encore, je descends souvent chez ma chum Myreille. C'est sur le Plateau, une rue mal éclairée, en face d'un garage louche. Le soir tard, on marche vite. Mais depuis que j'ai appris que Myreille faisait l'objet d'attentions particulières de la part de la SQ qui recense ses faits et gestes¹, je marche encore plus vite. Je n'ai pas le goût qu'on me demande des nouvelles de Myreille, elle-même étant fort peu intéressée à en donner. L'agent Labrie l'aura appris à ses dépens. Pour ceux qui la connaissent, Myreille a pourtant tout, sauf la langue dans sa poche. N'empêche qu'à la police, elle n'a jamais fait que la tirer. Faudra rajouter ça à son dossier, agent Labrie.

Mais que fait-elle donc Myreille dans la vie pour «bénéficier» des bons soins de la police provinciale? Vous croyez peut-être

ERREUR SUR LA PERSONNE OU SUR LE MANDAT?

qu'elle fait partie d'un mouvement terroriste clandestin qui fomenté quelque attentat à la bombe? Qu'elle prépare l'enlèvement de Bourassa, advenant le report du référendum sur l'indépendance? C'est beaucoup plus banal que ça. Elle vit selon ses convictions, c'est-à-dire qu'elle milite activement pour différentes causes qui lui tiennent à coeur, dans des associations tout ce qu'il y a de plus légal et démocratique. J'aurais de la misère à toutes les énumérer, demandez aux agents essoufflés qui essaient de suivre Myreille. S'ils tirent la langue, ce n'est pas pour les mêmes raisons qu'elle. D'ailleurs, ils ont peut-être abandonné, depuis que Claude Ryan a dit qu'ils faisaient bien leur boulot en

demandant des collaborations, mais qu'ils s'étaient royalement gourés, en misant sur Myreille. Pas besoin d'être Watson pour déduire ça.

Il n'y a que la police pour susciter le mutisme chez ma chum. Avec les journalistes, elle n'a pas hésité à jaser. Ça nous a permis de nous rappeler qu'elle n'est pas un cas isolé. Voilà la SQ qui s'offre pour payer nos bénévoles². Selon le ministre Ryan, ce n'est pas de l'espionnage. C'est de la philanthropie, peut-être? Si le provincial veut «investir» dans nos organisations, qu'il passe par la DGEA³ qui existe pour ça. Et s'il pense, en infiltrant nos groupes, éviter la violence et la criminalité, il perd carrément SON temps et NOTRE argent. **LT**

1 Voir Eric Trottier, *Activiste pressentie comme agent double par la SQ*, La Presse, 16 mars 1992, p. A-3.

2 Le cas de Réjean Boutin, payé pendant huit ans pour infiltrer les groupes communautaires et les syndicats dans la région de Hull. Voir Eric Trottier, *La Ligue des droits s'élève contre l'espionnage de groupes populaires par la SQ*, La Presse, le 17 mars 1992, p. 5.

3 Direction générale de l'éducation aux adultes.

LE MONDE VU D'EN BAS





TOUR DU QUÉBEC



PHOTO DENIS ROUX

SAINT-MICHEL: À LA FAVEUR DE LA DÉFAVORISATION

JEAN FOREST

Où sont les nouvelles poches de pauvreté dans lesquelles s'installent les nouveaux arrivants et les victimes du progrès urbain? Que s'y passe-t-il? Je vous en présente une, coïncée comme ça ne se peut pas entre deux carrières et deux autoroutes: le quartier Saint-Michel, à Montréal. On le traverse sans même le voir en filant sur des axes routiers comme les rues Papineau, d'Iberville et les boulevards Saint-Michel et Pie IX.

Un quartier que l'on dit en voie de défavorisation et en mutation démographique: 33% de la population sous le seuil de pauvreté (18 000 personnes sur 56 000); 17% (9 500) étant «très pauvres»; 13% de gens sur le BS; 34% dépensant plus de 30% de leurs revenus pour se loger; arrivée importante de familles

haïtiennes et asiatiques; déménagements fréquents...

Une enclave assez peu attirante somme toute quand on sait en plus que les carrières Miron et Francon, transformées en sites d'enfouissement et en dépôts de neige usée, polluent toujours, et qu'on compte sur ce «bout de terrain» du nord-est de la ville moins d'arbres et d'espaces verts que partout ailleurs à Montréal.

Sauf que... les Michelois, nouveaux comme anciens, ne détestent pas ce bout de terrain! Depuis 15 ans, peut-être 20, ils s'y retrouvent dans une vie communautaire vivante et dynamique.

LA SANTÉ DE SAINT-MICHEL

Impossible toutefois, au dire des gens du milieu, de passer sous silence les paroisses de ce quartier qui, malgré les difficultés, n'ont pas tout perdu de leurs quali-



tés de village d'antan. Une paroisse surtout, Saint-René-Goupil, s'inscrit au coeur de cette vie communautaire dont elle a fait son projet pastoral. Son pasteur, François Baril, est d'ailleurs impliqué jusqu'au cou dans le communautaire, mais surtout dans ce qui constitue, selon lui, une planche de salut qu'il ne faut surtout pas lâcher: le projet «Vivre Saint-Michel en santé».

En deux mots, «Vivre Saint-Michel en santé», c'est l'appropriation, depuis deux ans, par les gens et les groupes du quartier Saint-Michel de l'outil de concertation qu'est le programme «Vivre Montréal en santé». Ce dernier prend sa source dans un mouvement international qui a nom «Villes en santé». Montréal y a adhéré, l'a promu et Saint-Michel est le deuxième quartier à se l'être officiellement approprié en février dernier.

En est sortie une concertation forte de 35 groupes provenant de tous les secteurs d'activités, de même qu'un foisonnement de comités de travail sur les multiples problèmes locaux: présence des carrières, rareté des parcs municipaux, absence de développement économique, manque de logements sociaux, difficultés des familles, intégration des ethnies, drogues, lacunes au niveau des services de santé, de loisirs et de transport en commun.

Même s'il est curé, François Baril ne s'explique pas encore ce miracle d'une concertation qui tient le coup. Mieux encore: qui prenne du poil de la bête...



QUÉBEC EN COULEURS

PIERRE VIAU

DOCUMENTATION SUR LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES: POINTS DE REPÈRE

L'immigration est comme la mer: agitée ou calme, au gré des vents des conflits de la planète, des bourrasques économiques, des cruelles inégalités sociales, de la dynamique des relations interculturelles. Ses vagues, répétées mais toujours neuves, dessinent un paysage mouvant, elles façonnent un pays.

Trois importants ouvrages de références peuvent nous guider pour découvrir le Québec qui se fait, ouvert sur la mer. Le premier, *Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec*, publié par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, identifie plus de 1 800 organismes. Ils sont classés par secteur d'activités, tels que culture et loisirs, médias, religion, action sociale (accueil, adaptation, emploi, réfugiés, femmes, jeunes), coopération internationale, relations interculturelles. Une centaine de communautés culturelles sont répertoriées.

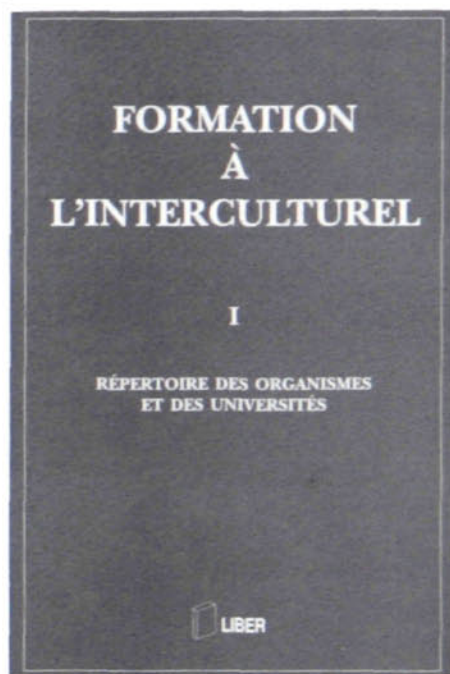
Bien sûr, 95% de tous ces organismes sont situés dans la région métropolitaine de Montréal. Les communautés culturelles bien installées (juive, italienne, grecque) comptent un nombre impressionnant d'organisations ou de regroupements: respectivement 74, 93 et 108. En feuilletant le répertoire, on y fait d'étonnantes découvertes. Par exemple, en dehors de Montréal, la communauté laotienne a fondé des associations à Chicoutimi, Québec, Sherbrooke, Aylmer-Hull, Malartic, Val d'Or, Joliette et Longueuil.

Ce répertoire demeure un outil efficace pour toute personne ou organisme qui veut établir des contacts avec les communautés culturelles ou connaître les organisations de défense et de promotion des droits humains souvent niés




dans la vie quotidienne des personnes immigrantes. Il témoigne aussi de la vitalité des communautés culturelles dans la vie sociale, culturelle, économique et politique du Québec.

Le deuxième ouvrage, *L'Immigration et les Communautés culturelles du Québec, 1968-1990*, est coédité par Documentor Inc. et la Bibliothèque municipale de la Ville de Montréal. L'auteur, Monsieur Lam Van Be, présente un inventaire sélectif de quelque 700 références publiées au cours des vingt dernières années. La première partie s'attarde à des considérations générales sur l'immigration et sur ses divers impacts: économique, psycho-sociologique, socio-culturel (201 références). La deuxième partie retient 235 recherches et articles sur l'intégration socio-culturelle, économique, politique des communautés culturelles ainsi que 153 études spécifiques sur 40 communautés culturelles différentes. La troisième partie présente 90 documents à l'intention des jeunes et des personnes enseignantes.



Monsieur Lam Van Be souligne que «la couverture médiatique du phénomène de l'immigration lui donne une couleur bien particulière qui est loin de refléter toute la réalité». Il souhaite que son travail puisse aider à corriger et compléter l'information médiatisée.

Enfin, aux Éditions Liber, trois répertoires (organismes et universités, personnes ressources, matériel) ont un titre commun: *Formation à l'interculturel*. Pour établir un programme de formation initiale ou continue ou pour réaliser des activités éducatives sur l'interculturel, ces répertoires fournissent des renseignements variés, pertinents et décrits avec soin. 



NOTRE CULTURE ESTIVALE: EN VACANCE OU EN CHÔMAGE?

FRANÇOIS GERVAIS

Nous sommes en 1992 après Jésus-Christ. Tout le Québec, du système politique au système social, est occupé par les économistes. Tout? Non! Le village «De la culture», animé par d'irréductibles artistes, résiste encore et toujours à l'envahisseur. Mais pour combien de temps?

Tout semble s'animer dans le petit village «De la culture» en ce début d'été. La saison des festivals débute: un sur la rue «Du Jazz», un sur la rue «De l'humour», puis d'autres sur les rues «Du folklore», «Du western», «De la gourgane», «De la patate», etc. Sur la rue «Du théâtre», des comédies intéressent des petites foules. Sous un pont, des feux d'artifices attirent en moins de trente minutes plus de monde que nous en comptons pendant toute l'année dans l'ensemble des manifestations politiques et sociales.

Malgré tout, le village est menacé par l'empereur économique. Déjà une bonne partie se soumet à son autorité. Bombardé depuis longtemps par des taxes en croissance, l'ensemble du territoire cul-

turel devient de plus en plus isolé, particulièrement en été. On ferme les bibliothèques en juillet au moment où la population a le plus de temps pour lire. En province, certaines restent ouvertes grâce au soutien de bénévoles passionnés-és par le livre!

À côté, des salles de spectacles n'ont plus les moyens de survivre. Les sièges vides confirment à quel point la scène économique influence celle où l'artiste exercera sa créativité. Si les interprètes ne s'entourent pas de toute une équipe d'imprésarios, il ne leur reste que les

Sous un pont, des feux d'artifices attirent en moins de trente minutes plus de monde que nous en comptons pendant toute l'année dans l'ensemble des manifestations politiques et sociales.

chemins des «talk show» de la télévision et les spectacles en plein air pour espérer bénéficier d'un salaire.

À L'HEURE AVANCÉE DES COUPURES

En été le secteur de la télévision n'échappe pas aux pressions de la super puissance économique. Ne possédant pas vraiment de pouvoir contre l'érosion de la qualité des grilles horaires estivales, les artistes de la télévision, même les plus connus, vivent à l'écran grâce à la publicité et aux autres «reprises».

La télévision estivale n'est pas seulement branchée à l'heure avancée de l'est, mais à l'heure des coupures. Dans chaque cas, que cela soit justifié ou non, les grands réseaux blâment la récession. Les hors-d'œuvres de l'après-midi proviennent généralement des restes de la soirée d'hier. Les «talk show» représentent les plats de résistance, mais ils nous sont présentés avec les mêmes invités-es d'un réseau à l'autre, seul le décor diffère. Le cinéma qu'on nous offre est un «fast-food pour les yeux». L'été, on nous dispense de l'utilisation de notre magnétoscope: la télé prévoit à notre place tout ce qu'on aurait pu manquer la veille, en nous offrant ses reprises le lendemain.

L'été, comme le confirment les cotes d'écoute, la télé nous captive moins. On finit par ne s'intéresser qu'au bulletin de météo pour sortir, mais pour aller où?

Pour l'été 92, on prévoit que 20% des théâtres de villégiatures garderont leurs portes fermées en juillet². Les troupes jouent souvent devant des salles de 50 personnes. Presque tous les théâtres sont largement déficitaires.

On connaît, peut-être pour un été, des événements culturels différents des traditionnels festivals. Montréal réussira probablement à attirer 75% de l'attention des médias avec ses manifestations culturelles entourant son 350e. Et pour l'histoire d'un été, on oubliera les coupures qui affectent le territoire quotidien du spectacle, où de nombreux artistes recherchent un salaire pour vivre toute l'année.

L'ÉTÉ EST DANS LE STADE

N'est-il pas incohérent qu'un pays en plein cœur de son adolescence, encore déchiré par la définition de son identité, décide de ne plus investir dans sa culture?

Lors de l'été 92, le village «De la culture» commença sérieusement à faiblir devant l'empire économiste. Résistant, il devait continuer à combattre la propagande de l'empire dans laquelle circule le message que la culture n'est pas pertinente lorsqu'elle n'est pas rentable. Pour la machine économique, le territoire du loisir continuait alors d'être de plus en plus occupé par les sports professionnels. Le hockey s'est vendu jusqu'au début de juin et le baseball a pu encore une fois survivre grâce au soutien de l'empire, avec la complicité du Gouvernement. Comme on pouvait justifier, par les retombées économiques, que le baseball

est rentable, on investit ce qu'il faut pour en maintenir une équipe professionnelle. Pourtant, les salaires versés aux sportifs professionnels, responsables de divertir les sportifs assis, ne sont pas un élément de la société distincte du Québec.

La culture est le miroir que veut se donner un peuple. Et on fait de la culture un objet de consommation. L'empire dicte les priorités: d'un côté du miroir, de grandes vedettes sportives en reflètent l'image; de l'autre, une partie du peuple se reconnaît dans la créativité de certains artistes qui résistent... même en été.

15

- 1 Alors qu'à Montréal, le travail en bibliothèque est exclusivement effectué par des salariés-es.
- 2 Selon M. Jean-Bernard Hébert, vice-président de l'Association professionnelle des théâtres privés, *Le Devoir*, 30 avril 1992 (B2).

FEMMES ET SPORT: L'ÉPREUVE DU 4 X 1000 ANS DAMES

CAROL JUDD

TRADUIT PAR MARYSE GAUDREAU

LES JOURNAUX RAPPORTAIENT RÉCEMMENT QUE LES FEMMES ÉGALERAIENT BIENTÔT LES PERFORMANCES MASCULINES AU MARATHON. L'IDÉAL OLYMPIQUE SE PRATIQUERA-T-IL MAINTENANT TOUS SEXES CONFONDUS?

UNE CANADIENNE, LA DIRECTRICE ADMINISTRATIVE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE, FAIT UN BILAN.



J e n'étais qu'une enfant que je rêvais déjà d'être athlète olympique. À cette époque, je ne pensais pas au travail que cela comportait. Je croyais qu'il s'agissait d'une rencontre d'athlétisme comme celles de l'école, juste un peu plus importante.

Chose certaine, je n'avais aucun exemple à suivre, sauf peut-être celui de Barbara Ann Scott. Je n'avais aucun autre modèle. Or, mon rêve olympique s'estompa au moment où je compris qu'il était plus difficile que je ne le croyais de monter sur le podium ou d'amener la foule à chanter l'hymne national en mon honneur.

Seulement un athlète olympique sur trois est une femme, et moins de 10% des entraîneurs olympiques sont des femmes. La plupart des athlètes féminines ont des entraîneurs masculins.


Dès leur plus jeune âge, les filles ont des entraîneurs masculins. Cela n'a rien de mal en soi. Après tout, nombre d'hommes font de très bons, voire même d'excellents entraîneurs. Mais les femmes ont-elles les mêmes méthodes d'entraînement que les hommes? La plupart des travaux de recherche en sport sont effectués par des hommes, pour des hommes et au moyen de critères masculins. Les résultats obtenus peuvent-ils s'appliquer indifféremment aux femmes? L'équipement conçu pour les hommes est-il efficace pour les femmes? À l'heure actuelle, on ne fait que commencer à aborder ces questions dans les milieux sportifs.

Nous connaissons des femmes qui courent des marathons. On se rappelle encore de l'époque où, disait-on, les femmes ne pouvaient courir qu'un tour de piste au risque d'endommager de façon permanente leurs organes féminins. Nous connaissons des avironneuses, des joueuses de tennis, des golfeuses, des nageuses synchronisées, des plongeuses et des gymnastes. Par contre, nous ne connaissons pas encore de lutteuses olympiques, de joueuses de water-polo, d'haltérophiles féminines ni de joueuses de soccer. Pourtant, elles existent, même si elles ne sont pas reconnues au niveau olympique.

Les femmes vont résolument de l'avant. Les médias se rendent compte peu à peu que celles-ci ne font pas que participer aux épreuves sportives; elles achètent des journaux, écoutent la radio, et regardent la télévision. De plus en plus, elles présentent un intérêt pour le public, du moins dans certains domaines. Je soutiens que si Vicki Keith n'est pas connue de tous, c'est tout simplement que son exploit de traverser à la brasse papillon plus d'étendues d'eau qu'on ne l'avait fait jusque-là en style libre était si différent, si difficile et si inimaginable que les médias n'avaient aucun point de référence. Rien n'empêche

qu'elle a réalisé cet exploit et qu'elle a démontré que les femmes étaient en mesure de franchir de très longues distances et de réaliser des épreuves d'endurance jusque-là inégalées.

Il y a une génération de cela, non seulement on dissuadait les femmes de participer aux épreuves d'endurance mais on le leur interdisait. Aujourd'hui, elles prouvent au monde entier que leur corps est plus apte que celui des hommes aux épreuves d'endurance. En fait, les femmes remportent carrément certaines épreuves de longue distance. La course à pied de 100 milles a déjà été gagnée par une femme. Les courses à pied de 1 000 milles et les courses à bicyclette encore plus longues pourraient, bientôt, aussi bien être remportées par une femme que par un homme.

Les femmes évoluent plus vite que les hommes. Elles bénéficient d'un meilleur entraînement qu'avant, de plus d'occasions de se mettre à l'épreuve, d'un meilleur équipement, de meilleurs entraîneurs. Elles ne disposent toujours pas d'autant de financement, de temps de jeu et d'appui culturel que les hommes. Mais elles gagnent du terrain. 


ADULTES – MILIEUX PLURIETHNIQUES – ADOLESCENTES ET ADOLESCENTS – PRÉSCOLAIRE – ÉLÈVES HANDICAPÉS – ALPHABÉTISATION – ENFANTS – FORMATION PROFESSIONNELLE – PRIMAIRE – MILIEUX SOCIO-ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES – SECONDAIRE –

ACCUEIL DE
ADOLESCEN
PROFESSION
DES IMMIG
ADOLESCEN
PRIMAIRE –
ÉLÈVES EN D
ÉLÈVES HA
ÉCONOMIQ
FRANCISAT
PÉS – ALPH
FAIBLES – SE
MILIEUX PL
ENFANTS – F
DES IMMIG
ADOLESCEN
PROFESSION
DES IMMIG
ADOLESCEN
PRIMAIRE –
ÉLÈVES EN D
ÉLÈVES HA
ÉCONOMIQU

L'école

c'est LA SOLUTION

pour tout le monde

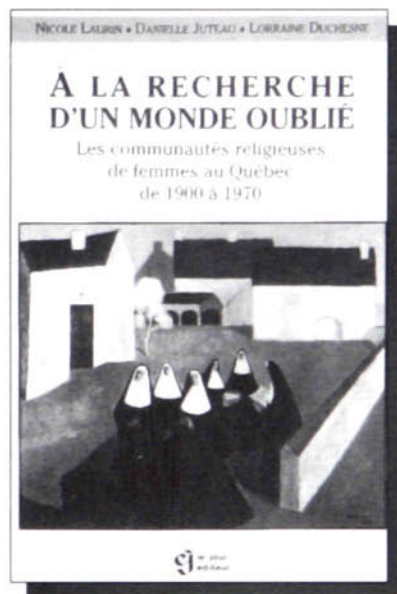


**Alliance des professeures
et professeurs de Montréal (CEQ)**

THNIQUES –
RMATION
RANTES ET
CENTES ET
NNELLE –
GRANTS -
COLAIRE –
X SOCIO-
FICULTÉ –
HANDICA-
QUEMENT
ADULTES –
SATION –
– ACCUEIL
NIQUES –
RMATION
RANTES ET
CENTES ET
NNELLE –
GRANTS -
COLAIRE –
X SOCIO-
FICULTÉ –

FRANCISATION – ADULTES – MILIEUX PLURIETHNIQUES – ADOLESCENTES ET ADOLESCENTS – PRÉSCOLAIRE – ÉLÈVES HANDICAPÉS – ALPHABÉTISATION – ENFANTS – FORMATION PROFESSIONNELLE – PRIMAIRE – MILIEUX SOCIO-ÉCONOMIQUEMENT

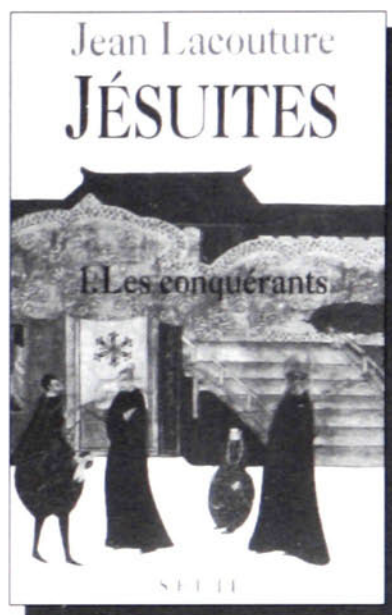
IL ÉTAIT UNE FOI



L. DUCHESNE, D. JUTEAU, N. LAURIN,
À la recherche d'un monde oublié
(*Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*),
éd. Le Jour, 1991, 431 p.

«Comment comprendre ces femmes (les religieuses), à la fois bâtisseuses et blanchisseuses; intendantes et travailleuses domestiques; propriétaires d'hôpitaux et humbles servantes du Christ; supérieures de communautés et d'établissements soumises aux autorités ecclésiastiques? Elles nous semblaient encore plus femmes que les laïques, à la fois plus affirmées et plus aliénées». C'est autour de cette question que s'articule cette recherche sociologique. Les religieuses n'échappent pas à la domination de la classe des hommes sur la classe des femmes.

Plus qu'un ensemble fort impressionnant de données sur les différentes communautés religieuses, ce livre nous ouvre vers un univers jusque-là méconnu: leur expérience de vie et de travail. Il se lit presque comme un roman, tellement ces auteures auront réussi à nous faire partager leur enthousiasme et aussi leurs difficultés à découvrir ce monde oublié. [MYRIAMI EL YAMANI]



Jean LACOUTURE, *Jésuites (1. Les conquérants)*, éd. Seuil, 1991, 509 p.

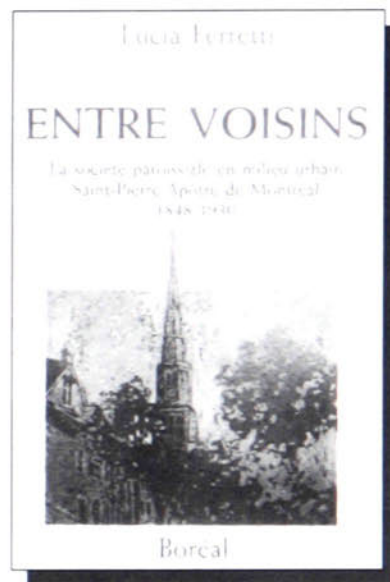
L'histoire ou plutôt, comme nous l'annonçait l'avant-propos, les histoires de Jésuites sont incontestablement liées à l'évolution sociale et politique des sociétés où cet ordre religieux a évolué. Les Jésuites ont également, à des époques importantes, joué un rôle déterminant à l'intérieur de l'Église. Ils ont imprimé leur marque dans la doctrine catholique, que ce soit par leur position ou par leurs oppositions.

Ordre religieux, bien sûr, mais si intimement lié à la vie politique, qu'on a beaucoup vu en eux les instigateurs de pratiques et de doctrines politiques et sociales. Ce qui a d'ailleurs mené, à quelques reprises, à leur exclusion et presqu'à leur extinction.

Jean Lacouture nous permet de suivre, à travers les siècles, l'histoire de l'ordre et en particulier de quelques-uns des plus célèbres de ses membres. Livre de chevet qui s'approprie à petites doses. [MARIE VALLEE]

Lucia FERRETTI, *Entre voisins (La société paroissiale en milieu urbain), Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, éd. Boréal, 1992, 164 p.

L'ouvrage de Lucia Ferretti, historienne et lauréate du Prix de la meilleure thèse



de l'UQAM, est de première importance, car il réévalue, dans une perspective d'innovation sociale, le rapport de l'Église à la ville, à l'urbanisation et à l'industrie. Jusqu'à tout récemment, le rapport de l'Église à la société québécoise était d'abord perçu à travers le discours ruraliste d'idéologues cléricaux partisans du retour à la terre ou, à l'opposé, à travers les dénonciations violemment anti-cléricales de l'obscurantisme réputé «mur à mur» de l'ensemble de l'Église québécoise.

Admirablement bien documenté, le livre de Lucia Ferretti démontre, entre autres, qu'à Saint-Pierre-Apôtre, au cœur du Faubourg Québec, dans l'est montréalais du 19^e siècle, pasteurs et fidèles «ont su jusqu'à la Première Guerre mondiale environ [...] faire de la paroisse le cadre, le moteur et l'instrument tout à la fois d'une vie sociale en prise réelle et large sur un milieu urbain en mutation, qu'elle [a contribué] même pour une part à façonner» (p. 191). Autrement dit, la paroisse urbaine, telle Saint-Pierre, n'était pas une simple reproduction en ville de la paroisse rurale traditionnelle. Bien au contraire.

Du Faubourg Québec surgiront les quartiers Saint-Jacques, Sainte-Marie, Papineau, Lafontaine, bref ce qu'on appellera ensuite le Centre-Sud.

Entre voisins constitue un ouvrage incontournable pour qui veut comprendre la genèse des quartiers ouvriers de l'est montréalais. [PIERRE VALLIÈRES]



PHOTO DENIS RIOUX

LA FORÊT AU QUÉBEC: PÂTE ET GUEULE DE BOIS

LA FORÊT S'IMPATIENTE. ÇA FAIT BIEN UN SIÈCLE QU'ON NE REGARDE QUE L'ARBRE, CELUI QU'ON TRANSFORME EN PÂTE À PAPIER OU L'AUTRE QUI DEVIENDRA UNE PILE DE 2" PAR 4".

LES AMANTS-ES DE LA NATURE S'IMPATIENTENT AUSSI. ON NE S'HABITUE JAMAIS À DÉCOUVRIR UN PAYSAGE RAVAGÉ PAR LES COUPES À BLANC.

LES TRAVAILLEURS-SES DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE AU QUÉBEC NE SONT PLUS À L'HEURE DE L'IMPATIENCE, C'EST L'INQUIÉTUDE QUI MONTE. LEUR INDUSTRIE EST EN CHUTE LIBRE FAUTE D'AVOIR BIEN FAIT SES DEVOIRS. DANS LE SECTEUR DES PÂTES ET PAPIERS, 5 000 TRAVAILLEURS-SES ONT PERDU LEUR EMPLOI EN 1991.

IL FAUT RESPECTER L'ÉCOSYSTÈME FORESTIER. ET ACCORDER PLUS DE VALEUR À LA FORÊT QU'AU BOIS. ET REGARDER LA FORÊT AUTANT QUE L'ARBRE.

UN DOSSIER PRODUIT PAR JEAN ROBITAILLE

Comment se porte la forêt québécoise? Si vous posez la question au ministre québécois des Forêts, Albert Côté, il vous vantera sa nouvelle politique forestière. Amorcée en 1987, elle

devait augurer, aux dires du Ministre, de profonds changements dans la gestion de la forêt. Pourtant, la forêt est toujours considérée comme un réservoir de bois industriel. Et en forêt publique comme en forêt privée, la misère humaine reste le lot du travail forestier.

Au fond, peu de choses ont changé. Le discours est mieux adapté aux critiques des environmentalistes, mais dans le concret, les actions se font attendre. Ce qui a changé avec la nouvelle politique, c'est qu'on reconnaît maintenant qu'on ne peut pas se contenter de couper: il faut cultiver la forêt. Il faut reboiser ou mieux, couper de telle façon que la forêt se régénère d'elle-même.

UNE RÉACTION À UN MANQUE DE BOIS

La politique forestière, votée à la fin de 1986, est une réaction à un manque anticipé de bois industriel. Au début des années '80, on constate que si l'on continue de couper autant, les usines ne pourront plus tourner parce qu'elles manqueront de bois. En termes plus techniques, on parle de ruptures de stock touchant le bois industriel le plus en demande: l'épinette et le sapin.

Pour cette raison, le Québec sent le besoin de déployer un important effort sylvicole. Avant même l'instauration du régime forestier actuel, on lance un gigantesque programme de reboisement. Ainsi en 1988, 241 millions de plants forestiers sont mis en terre dans les forêts publiques et privées québécoises.

Le reboisement est alors la pierre d'assise de la politique forestière. Il peut laisser croire à une extraordinaire croissance de la forêt industrielle. Et à la suite de savants calculs, souvent très optimistes, le reboisement justifie qu'on coupe davantage dès aujourd'hui. Mais la crise économique actuelle de l'industrie forestière a beaucoup calmé les appétits industriels.

Le reboisement a la cote d'amour. Planter des arbres, c'est faire oeuvre

POLITIQUE FORESTIÈRE: MISÈRE HUMAINE ET 2" X 4"

PIERRE DUBOIS

PIERRE DUBOIS est ingénieur forestier et journaliste pigiste. Il est aussi membre du Collectif forêt-intervention.

environnementale. Si les politiciens de la forêt savent exploiter cette corde sensible, la face cachée des plantations restera longtemps méconnue. Les conditions de travail des reboiseurs sont misérables. Écologiquement, cette régénération artificielle de la forêt conduit à

établir des monocultures à long terme, laissant présager d'éventuels problèmes d'insectes nuisibles et des besoins en pesticides. Il est moins connu également que le reboisement massif conduit dès maintenant à l'utilisation massive de phytocides (un type de pesticides tuant une végétation considérée nuisible dans les plantations de conifères). Au printemps 1991, la discussion sur les phytocides était d'ailleurs au centre d'une consultation provinciale du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Le BAPE demande que le Gouvernement bannisse les phytocides d'ici cinq ans. Une autre raison pour moins reboiser.

Et qui plus est, le reboisement est dépendieux. Aux yeux

de l'industrie forestière, c'était la meilleure solution lorsque les contribuables payaient entièrement pour le reboisement. À partir de 1987, l'industrie doit assurer la régénération forestière en payant une partie des coûts. On se tourne alors vers une autre forme de sylviculture, basée cette fois-ci sur une meilleure façon de couper la forêt, en l'aidant simplement à se régénérer d'elle-même.

Si cela coûte moins cher, c'est aussi



PHOTO: PIERRE DUBOIS



PHOTO: FELIX ATTENCIO GONZALES

Coupe à blanc. En Mauricie.

écologiquement beaucoup mieux. On fait plus attention lors des coupes, on reboise moins et on utilisera moins de pesticides. Mais, pour l'industrie forestière, la récolte du bois et la sylviculture restent des coûts de production. Pourrait-il arriver qu'on veuille trop économiser?

LES NOUVELLES COUPES À BLANC

Depuis 1989, grâce à un nouveau règlement, les coupes à blanc ne peuvent dépasser 250 hectares (un carré de 1,5 kilomètre de côté). Mais le règlement n'empêche pas de juxtaposer, année après année, plusieurs aires de coupe. La nouvelle politique forestière aura donc peu changé les moeurs en matière de coupe à blanc. Pourtant, selon un sondage Environnic rendu public en 1989, six Québécois sur dix sont contre les coupes à blanc. Surtout lorsqu'elles sont grandes, comme dans certains secteurs de l'Abitibi où les coupes à blanc jurent dans le paysage.

Pour cette raison, la coupe à blanc est en grande partie remplacée par des coupes

TRAVAILLEURS-SES DE LA FORÊT: MISÈRE FORESTIÈRE

PIERRE DUBOIS

Lors des palabres sur le programme gouvernemental de reboisement et sur la réforme de la politique forestière, on lançait le mirage des sylviculteurs-trices professionnels-les, une sorte de nouveaux-elles travailleurs-ses forestiers-ères bien formés-es et bien payés-es. Mais les conditions de travail des coupeurs-ses de bois, qu'ils-elles travaillent à la scie à chaîne ou avec des mastodontes d'acier, se sont plutôt détériorées. Quant à celles des reboiseurs-ses et autres sylviculteurs-trices, la situation reste difficile.

Malgré la décroissance due à la mécanisation, il y a encore 8 000 travailleurs-ses forestiers-ères syndiqués-es au Québec. Jadis, les accréditations syndicales des travailleurs-ses forestiers-ères affectés-es à la coupe étaient basées sur les territoires des concessions forestières. La nouvelle politique forestière a aboli les concessions et les a remplacées par des Contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers (CAAF). Selon la législation, les accréditations syndicales devaient être transférables de la concession au CAAF.

Mais le prévisible est arrivé. En bon nombre d'endroits, l'industrie en a profité pour faire entrer ou renforcer la sous-traitance dans la coupe en forêt, contournant les syndicats. Les travailleurs-ses forestiers-ères ont été forcés-es d'accepter des reculs dans leurs conditions salariales et de travail.

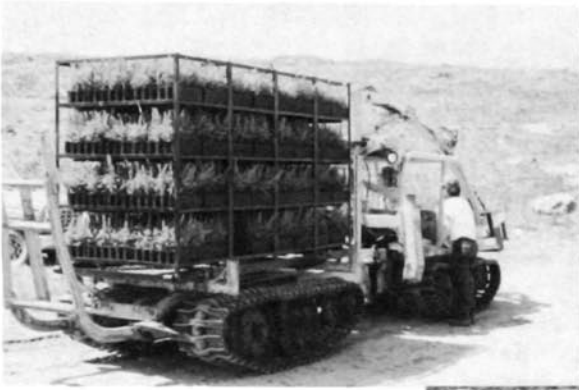
On estime que 5 000 personnes par année travaillent au reboisement. Les reboiseurs-ses et les autres sylviculteurs-trices n'ont jamais eu des conditions de travail reluisantes. Loin d'augmenter, les salaires diminuent. Il y a dix ans, les reboiseurs-ses gagnaient 7¢ par arbre planté. Certains-es entrepreneurs-ses ne paient maintenant que 6¢ par arbre, sans compter les frais à la charge des reboiseurs-ses. On dort souvent sous la tente en payant pension pour le confort et pour la nourriture. Certaines compagnies de reboisement se font payer pour transporter quotidiennement les travailleurs-ses et les plants à reboiser. On est même allé jusqu'à louer le filet de volleyball!

De plus, les journées sont longues et le travail est physiquement exigeant. Pendant que les ingénieurs-ses forestiers-ères, l'industrie et le ministère des Forêts se gargarisent avec un discours satiné sur la revalorisation du travail forestier, la job reste bien digne de sa réputation du dernier des métiers.



PHOTO: PIERRE DUBOIS

À l'entretien d'une abatteuse.



**Transport de plants.
Portneuf.**



Coupe sélective. Beauce.

protégeant la régénération. Soit, c'est une amélioration. La grande différence, c'est qu'on oblige les travailleurs-ses forestiers-ères à être plus soigneux-ses lors de l'abatage et lors du débardage (c'est le transport du bois de la souche au chemin) des arbres afin de ne pas briser les jeunes arbres qui forment la nouvelle génération naturelle de la forêt.

Mais ces coupes avec protection de la régénération restent tout de même des coupes à blanc. Le paysage forestier est largement entaillé, sinon entièrement dévasté. Les grandes «coupes avec protection de la régénération» ne sont pas non plus une garantie contre le surplus d'eau qui s'accumule parfois après la coupe, les arbres n'étant plus là pour pomper l'eau de la nappe phréatique dans l'air. Ce problème est très présent en Abitibi où le sol est riche en argile occasionnant un drainage plus difficile.

Ailleurs, les coupes avec protection de la régénération favorisent le sapin baumier qui profite de la lumière qu'on lui fait. L'importance du sapin est ainsi beaucoup plus forte dans la forêt de seconde venue. En augmentant la proportion de sapins dans le couvert de la forêt, certains avancent l'hypothèse qu'on facilite la tâche à la tordeuse des bourgeons de l'épinette, le plus important insecte nuisible de la forêt québécoise qui adore les sapinières.

C'est peut-être dans les forêts feuillues que la nouvelle politique forestière risque d'avoir le plus de mérite. On a introduit une méthode de coupe, connue depuis longtemps, mais inappliquée: le jardinage forestier. La coupe de jardinage est une forme de coupe partielle. On coupe une partie des petits, des moyens et des gros arbres. On prend aussi les arbres malades en favorisant ceux qui ont un potentiel d'avenir. Avec la politique forestière actuelle, le Québec semble faire ses premiers pas en sylviculture.

LA FORÊT PRIVÉE

À la place d'un développement régional, la politique forestière a plutôt donné une misère générale à la forêt privée québécoise. Si la majeure partie de la forêt québécoise est propriété de l'État, 10% de la forêt appartient à des petits propriétaires. Ces forêts privées forment le paysage du Québec habité, de l'Outaouais à la Côte-Nord, de la Gaspésie à l'Estrie et de l'Abitibi au Lac Saint-Jean. Ce sont 120 000 propriétaires de lots boisés, dont environ le quart vendent chaque année du bois à l'industrie.

Les promesses sont toujours belles! Le Gouvernement avait promis de forcer l'industrie papetière à acheter en priorité le bois produit par les producteurs de la forêt privée. Actuellement, les usines de pâtes et papiers ont accès à plusieurs

sources de fibres de bois. Il y a le bois de la forêt publique, les copeaux, sous-produit de l'industrie du sciage, le bois de la forêt privée et le produit du recyclage.

Encore aujourd'hui sur toutes les lèvres, cette priorité du bois de la forêt privée aurait permis aux propriétaires de vendre leur bois selon un prix plus avantageux. La Fédération des producteurs de bois du Québec, dans le cadre d'une étude publiée en 1990, constatait que les producteurs ont un manque à gagner de 25\$ sur chacune des cordes de bois (le quart du prix) vendue à l'industrie.

C'est de longue tradition que l'industrie papetière tient la forêt privée à sa merci, entre autres, grâce au contrôle exercé sur d'immenses territoires forestiers du domaine public. D'autant plus que depuis quelques années, les scieries appartiennent de plus en plus aux papetières, à la suite d'une récente vague d'intégration verticale, notamment dans la grande région du sciage qu'est l'Abitibi-Témiscamingue. On contrôle ainsi davantage le marché des copeaux, comptant pour la moitié des approvisionnements totaux de l'industrie. Les papetières ont aussi leurs propres filiales de récupération des vieux papiers. Les producteurs de la forêt privée se retrouvent seuls, dans une situation de négociation très précaire.

Et qui plus est, l'industrie papetière lance une offensive contre les positions de la forêt privée québécoise. Pour sortir l'industrie forestière de la crise qu'elle traverse, un comité spécial, mandaté par les ministres Albert Côté et Gérald Tremblay, a remis récemment un rapport. On y propose une solution taillée sur mesure pour les intérêts des papetières: remettre en question la Régie des marchés agricoles et son pouvoir de fixation du prix du bois vendu aux papetières par les syndicats de producteurs de bois. La politique forestière donne peu à la forêt privée. Les gens n'ont rien à dire sur les décisions forestières et industrielles qui se prennent dans les capitales québécoise, canadienne, états-unienne et japonaise. Ce n'est pas là qu'on discute d'exode rural!

PLUS QU'UN TAS DE BOIS?

En ces temps d'éveil environnemental, la politique forestière considère encore la forêt comme la matière première pour du papier journal et des 2" X 4". Pour-

tant, la forêt est beaucoup plus qu'un tas de bois. Avec la politique forestière actuelle, le Gouvernement a édicté un règlement sur la modalité d'intervention en forêt. Ce règlement vise à diminuer les mauvais impacts de la coupe sur les autres ressources de la forêt. Par exemple, on donne des directives visant à maintenir un habitat minimal pour l'orignal. On parle aussi de la largeur des chemins forestiers et des bandes boisées à laisser le long des cours d'eau. L'industrie forestière se plaint que cela coûte très cher, une prétention difficile à vérifier et surtout difficile à comparer à ce qu'il en coûte à leur compétiteur, l'industrie forestière états-unienne et de l'ouest canadien. Pour traverser la crise actuelle, l'industrie dit aussi qu'il faudrait faire supporter les frais de voirie forestière à l'ensemble des utilisateurs de la forêt (lire

chasseurs, pêcheurs et autres personnes se rendant en forêt). Mais on n'invite pas les chasseurs, les pêcheurs, les groupes environnementaux à s'asseoir avec l'industrie pour décider du lieu et de la manière de faire les coupes. La gestion forestière n'est qu'une affaire entre l'industrie et le ministère des Forêts. Les autres ministères et le grand public sont seulement consultés après coup. Et nous sommes à des années-lumières de consi-

dérer sérieusement que les autochtones puissent avoir leur mot à dire.

La politique forestière actuelle reconferme que la forêt est là pour être coupée. Au mieux, la réglementation exige de porter attention à ne pas trop nuire aux autres ressources que sont la faune, la flore, l'eau, l'air, les paysages, le calme... Mais nous sommes loin d'une politique forestière reconnaissant que la forêt remplit

LA FORÊT DANS L'ÉCOSYSTÈME


GÉRARD DRAINVILLE

La forêt est un écosystème complexe, en équilibre dynamique. Pour la grande majorité des forestiers, une forêt, c'est d'abord du bois «debout» qui ne prend de la valeur que lorsqu'il est abattu. Les exploitants forestiers considèrent rarement l'écosystème global; ils voient des arbres avec une quantité de bois à extraire. Or, une forêt dans une région est d'abord le grand **régulateur du niveau et du débit des eaux** dans l'environnement. On reconnaît maintenant comme une mauvaise gestion le fait d'avoir exploité la forêt par coupes à blanc sur d'immenses étendues à la fois, parce qu'on a supprimé le rôle d'éponge et de protection que la forêt joue dans l'environnement: tampon contre la fonte trop brusque de la neige, et donc, protection contre les risques d'inondation. Ajoutons aussi la protection de la faune, la protection contre l'érosion par l'eau et le vent, et aussi la protection des terres agricoles, ce qu'on est en train de redécouvrir.

LE CYCLE DE L'EAU

La forêt a aussi une action essentielle sur le cycle de l'eau d'une région. Une forêt est une immense pompe à eau qui rejette dans l'atmosphère des milliers de tonnes d'eau puisée dans les nap-

pes souterraines; la suppression de la forêt d'une région a comme conséquence inévitable la diminution des pluies. Il est certain que la diminution importante des surfaces forestières n'aide pas à remplir les réservoirs d'Hydro-Québec actuellement. Il y aurait encore à noter le rôle de la forêt comme purificateur d'air, fournisseur d'oxygène, amortisseur de bruit et comme lieu de repos et de paix. La forêt possède donc de multiples fonctions.

Je présente la forêt dans son aspect global, non pour dire qu'on ne doit pas s'en servir comme source de matière première, mais pour indiquer que cette ressource doit être gérée comme un tout, un écosystème, et non pas comme un simple réservoir de matière ligneuse. Il faut penser en l'utilisant à l'ensemble des bienfaits que, normalement, elle peut apporter aux divers aspects de la vie d'un milieu et en particulier à sa population. 

GÉRARD DRAINVILLE est biologiste et évêque du diocèse d'Amos. Ce texte est composé d'extraits d'un long article publié dans *La Forêt de l'an 2000*, éd. Solidarité, livre édité par la Fédération québécoise de la faune.

PHOTO RAUISER HANIS



de multiples fonctions économiques et écologiques. Les vastes paysages forestiers font partie de l'industrie touristique. L'air pur et l'eau potable sont aussi des produits forestiers.

Taillée sur mesure pour l'industrie, la

politique forestière lui rend bien service. Les Contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers (CAAF) remplacent les anciennes concessions; les bûcherons et les reboiseurs restent surexploités; la forêt privée est à la merci des papetières; l'utilisation polyvalente

de la forêt balbutie. La crise actuelle de l'industrie papetière réduit (mal)heureusement la pression sur la forêt. La politique forestière actuelle fait en sorte que la forêt se porte un peu mieux, mais pas les gens qui en vivent.



ENTENTE SUR LA GESTION DU LAC BARRIÈRE: POUVOIR D'OBSERVATION...

ANDRÉ GIROUX

Au mois d'août 1991, une entente fédérale-provinciale-autochtone était signée pour la protection du parc de La Vérendrye. L'objectif était d'assurer une gestion rationnelle et partagée des ressources forestières. Les parties reconnaissent, dans l'entente, l'importance de la conservation de la nature et de la poursuite des activités traditionnelles par les Algonquins du Lac Barrière. C'est le genre d'entente-modèle qui viserait à accorder à la population locale la gestion des ressources naturelles de son coin de pays.

Le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Christos Sirros, déclara que les autochtones obtenaient un droit de regard sur l'exploitation forestière du territoire. Les représentants autochtones étaient heureux que l'État tienne enfin compte de leurs connaissances traditionnelles.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette entente qualifiée d'historique il y a moins d'un an? La situation semble beaucoup plus corsée. En janvier dernier, la coupe de bois dans une zone «sensible» a suscité la méfiance des Algonquins, même si le Gouvernement affirme avoir poursuivi la compagnie forestière qui s'est rendue coupable de telles coupes. Et le ministre des Forêts, Albert Côté, jure que son gouvernement n'a jamais voulu accorder de pouvoirs aux autochtones sur l'exploitation forestière.

LES ZONES SENSIBLES

L'entente de l'an dernier prévoit

qu'en avril 1994, le Gouvernement du Québec et les Algonquins doivent déposer un projet de plan d'aménagement intégré des ressources du territoire, et proposer des recommandations au Québec et aux Algonquins quant aux suites à donner à ce projet. L'une des clauses majeures de l'entente consiste en la désignation de «zones sensibles» à l'intérieur desquelles toute activité forestière est interdite.



Algonquins du parc La Vérendrye.

Blocage partiel de la route 117 par les Algonquins pour protester contre l'épandage d'herbicide et les coupes à blanc.



PHOTOS: FELIX ATENCIO GONZALES

Les Algonquins craignent que le territoire contigu aux zones sensibles soit à ce point abimé dans deux ans que la protection des zones sensibles soit gravement compromise. Jusqu'à 50% du territoire au nord du parc aurait déjà fait l'objet de coupes à blanc.

«Nous ne nous opposons pas à l'exploitation forestière, précise M. Michel Thusky, porte-parole des Algonquins du Lac Barrière, mais nous voulons que l'environnement soit protégé.» M. Guy Bouliane, administrateur régional de l'Outaouais pour le ministère des Forêts, indique qu'un maximum de 4800 hectares sur 1 million seront exploités en 1992. Il ajoute que 80% des coupes s'effectuent sur un terrain variant de 1 à 25 hectares. Dans le tiers des cas, il s'agit de coupes à blanc. À certains endroits toutefois, la superficie de coupe peut atteindre 150 hectares. «Elle peut être plus grande si l'on tient compte que le Gouvernement ne s'est rendu compte qu'au cours de la dernière année qu'il octroyait, d'une année à l'autre, des permis de coupe sur des terrains contigus», précise M. Robert Beauregard, de l'Université Laval.

Les autochtones revendiquent un pouvoir de surveillance sur l'exploitation forestière; le Gouvernement provincial n'offre qu'un pouvoir d'observation. Les Algonquins considèrent aujourd'hui que l'entente du Lac Barrière est interprétée de façon trop restrictive de la part du Gouvernement, ce qui remettrait en cause sa valeur.



PHOTO: PIERRE DUBOIS



LA CRISE DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE: LES DESSOUS DE L'HISTOIRE

ROBERT BEAUREGARD

ROBERT BEAUREGARD est ingénieur forestier et chercheur à l'Université Laval. Il est aussi membre du Collectif forêt-intervention

DEPUIS QUELQUES MOIS, LE QUÉBEC FORESTIER VIT DANS UN CAUCHEMAR. ON PARLE DE LA CRISE DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE SUR TOUS LES TONS ET SUR TOUTES LES TRIBUNES. LA CRISE ACTUELLE SEMBLE PLUS PROFONDE QU'UN SIMPLE CREUX DE CYCLE ÉCONOMIQUE NORMAL. IL Y A FORT À PARIER QUE LES FERMETURES DE CASCADES À PORT-CARTIER, DE DONOHUE À MATANE, D'ABITIBI-PRICE À KÉNOGAMI OU DE PRODUITS FORESTIERS CANADIEN PACIFIQUE (PFCP) À TROIS-RIVIÈRES NE SOIENT QUE LA POINTE DE L'ICEBERG. ON PEUT CROIRE QU'APRÈS LA CRISE ACTUELLE, CETTE INDUSTRIE NE SERA PLUS JAMAIS LA MÊME. MAIS D'OÙ EST-ELLE VENUE CETTE CRISE?

Au siècle dernier, les papetières des États-Unis siphonnaient sans gêne nos forêts. Le mouvement nationaliste québécois commença à réclamer dès 1900 l'interdiction des exportations de bois à pâte, comme l'appliquait déjà l'Ontario. Le gouvernement Gouin cède aux pressions en 1910. Dorénavant, tout bois coupé sur les terres publiques devra être transformé au Québec. Cette décision est extrêmement importante; les États-Unis ne l'ont d'ailleurs pas encore digérée. Cette législation donne une impulsion décisive au développement à grande échelle de l'industrie forestière du Québec. Celle-ci l'emporte alors sur sa concurrente états-unienne par le fait que ses usines bénéficient d'un triple avantage comparatif: la proximité de la matière première, l'énergie disponible à faible coût, la main-d'oeuvre moins chère.

Dans la période de 1910 à 1937, la majeure partie de ce qu'on connaît aujourd'hui comme industrie forestière est implantée. En 1911, l'usine de Price

à Jonquière est construite, celle de Kénoгами en 1913. En 1917, J-E-A Dubuc fonde l'usine de Port-Alfred. De 1907 à 1920, la Belgo-Canadian Paper se développe à Shawinigan; de 1905 à 1929, la St-Maurice à La Tuque; en 1913, la Wayagamac à Trois-Rivières. L'International Paper déplace son centre de gravité des États-Unis vers le Québec. En 1922, elle construit à Trois-Rivières et en 1925 dans l'Outaouais. De 1926 à 1928, une usine est bâtie à Dolbeau. L'Anglo-Canadian P. and P. Mills est formée à Québec en 1925. La dernière grande usine érigée à cette époque est celle de Baie-Comeau, sur la Côte Nord, la Quebec North Shore P. and P. Depuis cette époque, on considère cette industrie comme une machine à piastre, une industrie qui, en règle générale, rapporte de gros dividendes.

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE LA FAUNE: AU-DELÀ DU TAS DE PLANCHES

ABDELHAMID GMATI

La *Fédération québécoise de la faune* mène diverses actions depuis 1945 visant à préserver la faune et elle se fait le porte-parole des usagers de la forêt. Elle possède une structure incluant 250 associations locales affiliées se préoccupant de chasse, de pêche et de conservation. André Pelletier, son président, nous en parle:

«La Fédération s'est prononcée plusieurs fois sur le problème de la gestion de la forêt. Nous sommes pour **une gestion intégrée des ressources** et nous estimons qu'il y a moyen de faire des prélèvements et, en même temps, de mener d'autres activités. Nous sommes contre les coupes à blanc abusives et nous sommes opposés au reboisement à essence unique qui n'aboutit qu'à créer des «champs de pins blancs». Nous proposons de nouvelles méthodes, comme de procéder à des coupes par rotation, ce qui permet d'aménager et de sauvegarder la forêt et d'autres activités. Il y a, actuellement, de grands discours prétendant être en accord avec le développement durable. Mais nous sommes sceptiques eu égard à la gestion des dernières années; d'autant plus que l'industrie papetière est en perte de vitesse.

Dans une récente publication de la FQF, M. Pelletier écrit en préface: «Entre la déforestation totale "style Amazonie" et la gestion intégrée "style Scandinave", tous-tes les Québécois-es doivent se prononcer et non plus seulement une poignée d'individus économiquement concernés. Quant à la *Fédération québécoise de la faune*, son choix est clair et net. Elle est de ceux qui choisissent la faune, encore et toujours. Elle est de ceux qui croient qu'un arbre, c'est autre chose qu'un tas de planches.»



PHOTO DENIS ROUX

*PARCE QU'ON Y VIT
ET Y TRAVAILLE...*

**...nous voulons
contribuer au maximum à
la qualité de vie et à
l'économie des régions,
tout en assurant le
développement durable
de nos ressources
forestières.**

LA FORÊT PRIVÉE

*des arbres mais
avant tout des gens*



**La Fédération
des Producteurs
de Bois du Québec**

555, boul. Roland-Therrien, Longueuil, Qué. J4H 3Y9
Tél.: (514) 679-0530 Fax: (514) 679-5682



FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS
DU PAPIER ET DE LA FORÊT

155 boul. Charest est
Québec (Québec) G1K 3G6
Tél.: (418) 647-5775
Fax.: (418) 647-5884



**Bureaux régionaux: Chicoutimi • Clermont •
Lebel-sur-Quévillon • Montréal • Sherbrooke •
Trois-Rivières**



Déversements de la compagnie Price à Shipshaw.



Installations de la compagnie Produits forestiers Canadien Pacifique, à La Tuque.

UN SOUS-INVESTISSEMENT CHRONIQUE

Une étude de Price Waterhouse, réalisée pour le compte du gouvernement du Canada, compare l'industrie de la pâte à papier commerciale de l'Est canadien avec celles de la Colombie-Britannique, du Sud et de l'Ouest des États-Unis, de la Suède et de la Finlande. De cette étude, il ressort qu'entre 1985 et 1989, les industriels de l'Est du Canada ont réalisé des investissements de 72\$/tonne comparativement à 186\$/tonne en Suède, 212\$/tonne dans le Sud des États-Unis, 502\$/tonne en Finlande et 541\$/tonne sur la côte de la Colombie-Britannique. Ce sous-investissement est confirmé par une étude récente de Léo-Paul Lauzon, professeur de sciences comptables à l'Université du Québec à Montréal. Lauzon a réalisé une analyse socio-économique de l'entreprise **Produits Forestiers Canadien Pacifique** (PFPC) portant sur les années 1986 à 1989. Il constate que durant cette période, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 23 millions \$ en 1987 à 114 millions \$ en 1989, soit l'équivalent d'une hausse de 400%. En 1989 seulement, les dirigeants ont jugé bon d'augmenter les dividendes, alors que le bénéfice net accusait une baisse importante. Ces gestes ont été posés au détriment des investissements.

D'autre part, toujours dans la même

étude, on remarque que PFPC investit peu en recherche et développement, soit moins de 3/10 de 1% de la valeur des ventes dans les années '80, et ce malgré les nombreux programmes d'aide. De plus, les usines du Québec sont pratiquement exclues des projets d'investissement de la compagnie. Il n'est pas exagéré de dire que l'industrie des pâtes et papiers du Québec s'est assise sur ses lauriers. L'immense majorité de sa capacité de production actuelle a été construite entre 1910 et 1935. Or, au cours des dernières années, il s'est construit un grand nombre de machines à papier aux États-Unis. Alors qu'en 1980, les États-Unis produisaient environ 38% de leur consommation de papier journal, on s'attend à ce que d'ici deux ans, ils produisent plus de 55% de leurs besoins, ce qui est autant de perdu pour l'industrie canadienne. Il est bien évident qu'une machine construite dans les années '20, produisant 60 000 tonnes par an de papier journal avec plus de 1 000 employés ne peut pas rivaliser avec une usine des années '90 produisant 280 000 tonnes par an avec 500 employés.

COÛTS DE PRODUCTION

La situation de l'industrie forestière québécoise se détériore lourdement depuis quelques années. Ses porte-parole pointent du doigt trois sources de coûts qui seraient responsables de l'érosion de

leur position concurrentielle: le coût du bois, de la main-d'oeuvre et de l'énergie. Qu'en est-il en réalité?

Il est vrai que le coût du bois a connu une forte hausse au Québec dans les dernières années. Ce qu'il faut cependant constater c'est que la hausse du prix du bois est une tendance lourde au niveau mondial. En Scandinavie, le coût du bois est beaucoup plus élevé qu'ici. Dans l'ouest états-unien et canadien, la hausse des prix est plus rapide qu'ici. Il n'y a que dans le sud des États-Unis que le prix tend à baisser depuis quelques années. Dans les années '30, à l'époque du New Deal, d'immenses programmes de reboisement ont été implantés pour lutter contre le chômage dans le sud des États-Unis. Ces plantations sont arrivées à maturité et aujourd'hui elles sont liquidées. Il est certain que cette industrie du sud des États-Unis constitue une menace à court terme pour l'industrie du Québec, cependant on peut penser qu'à moyen terme, cet avantage va disparaître. Lorsque ses plantations de pins seront épuisées le prix de leur bois devrait atteindre des niveaux comparables aux nôtres. Donc, le prix élevé du bois ne représente pas un désavantage stratégique pour notre industrie.

En ce qui a trait au coût élevé de la main-d'oeuvre, si on y regarde de plus près, ce problème n'est pas tellement dû au ni-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

GÉRARD DRAINVILLE

L'idéologie du développement sauvage a conduit à l'abondance, au gaspillage, à l'injustice des rapports internationaux et à la crise de l'environnement... Le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous* (éd. du Fleuve, 1988), définit ainsi le développement durable (la traduction officielle dit «soutenable»): «Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs». Deux concepts sont attachés à cette notion:

- le concept de «besoins» et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité;
- l'idée de limitation que l'état de nos techni-

ques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Nous allons devoir vérifier si notre développement forestier, par exemple, tient compte d'abord des besoins des populations ou de ceux des compagnies forestières... La question de l'environnement et du développement durable est plus que technique (la limitation de l'état de nos techniques); elle est morale et postule la justice à l'égard des autres, ceux d'ailleurs comme ceux des générations futures.

Nous n'avons pas encore commencé le développement durable, ni en forêt, ni dans la gestion des eaux. Il y a une mobilisation à faire auprès de la population pour stimuler une volonté politique.

BÂTISSONS NOTRE RICHESSE

*Les groupements forestiers:
des partenaires actifs
dans le développement
du milieu rural.*



RESAM

Regroupement des sociétés
d'aménagement du Québec

520, des Méandres
Les Saules (Québec) G2E 5N4
418-877-1344



255 St-Jacques, Montréal, Qc
H2Y 1M6 (514) 842-8931

veau élevé des salaires – d'ailleurs, les revenus des travailleurs de cette industrie sont en général plus élevés aux États-Unis qu'ici – mais plutôt à la faible productivité des machines, elle-même due à leur désuétude. On en revient au problème du sous-investissement.

Au niveau énergétique, l'industrie québécoise a toujours eu un avantage comparatif en raison de l'abondance d'hydroélectricité à bas prix. Cet avantage s'est effrité récemment lorsque ses concurrents ont installé des usines de cogénération. Ce procédé permet de brûler des déchets du bois pour produire de la vapeur. La vapeur est utilisée dans la fabrication des pâtes et papiers et l'excès de cette vapeur produit de l'électricité. Celle-ci pourrait être vendue à Hydro-Québec. L'ensemble de l'industrie forestière a proposé à

Hydro-Québec des projets pour plus de 1 000 mégawatts (à titre de comparaison, le projet Grande-Baleine fournirait 800 MW). Or la société d'État prétend ne pas avoir besoin de cette énergie. En fait, elle préférerait consentir des rabais sur l'hydroélectricité plutôt que d'accepter de tels projets.

La cogénération comporte aussi sa part de désavantages au plan environnemental. Mais Hydro-Québec a refusé d'effectuer les études qui auraient permis de comparer les deux options. On sait que les papetières constituent actuellement 10% des ventes totales d'Hydro-Québec. La cogénération menacerait-elle en plus les méga-projets de la société d'État? Chose certaine, elle pourrait diminuer sérieusement la facture énergétique de l'industrie forestière.

DES MARCHÉS EN MUTATION

Le Québec est un champion mondial de la production de papier journal. Trois-Rivières, avait-on l'habitude de dire, détenait le titre de capitale mondiale du papier journal. En fait le Québec est très fort dans la production de trois produits du bois: le papier journal, la pâte commerciale et le bois d'oeuvre ou plus précisément le colombage. Or ces trois produits standards se transigent sur des marchés de masse à des prix de plus en plus mauvais. Ce sont des produits de masse dont la valeur ajoutée est très faible.

En fait, la stratégie de mise en marché de notre industrie forestière est à l'image de sa stratégie d'investissement. Depuis la fin des années '70, on observe que partout dans le monde les marchés de produits standards, manufacturés en très grandes quantités, sont en perte de vitesse. Les marchés se fragmentent, se spécialisent, se spécifient. Il faut être aveugle pour continuer à gaspiller nos ressources à produire en masse des produits qui ne valent rien. Les Européens l'ont compris avant nous. Les entreprises forestières y éliminent les grossistes pour être directement à l'écoute des besoins des consommateurs. Les détaillants s'associent avec les manufacturiers de produits forestiers pour offrir ce dont le client a besoin. IKEA représente l'archétype de ces associations qui font que des Suédois vendent au Québec des meubles en épinette suédoise, roumaine ou... québécoise de moindre qualité que ce que nous pourrions faire nous-mêmes.

VICTIME DES ENVIRONNEMENTALISTES?

L'industrie forestière subit les assauts de la critique environnementaliste. Pour simplifier, disons que deux choses lui sont reprochées. D'abord, on l'accuse de mal se comporter en forêt: coupe à blanc de grande superficie, niveau de récolte plus élevé que ce que la forêt peut supporter, usage de pesticides chimiques, etc. D'autre part, on accuse les usines de pâtes et papiers de polluer en déversant des effluents en quantités excessives dans les cours d'eau et en dégageant des dioxines, produits extrêmement cancérigènes, lors du blanchiment de la pâte au chlore.

Ces critiques se traduisent par des politiques gouvernementales restrictives. La politique forestière du Québec tente, de-

L'ensemble de l'industrie forestière a proposé à Hydro-Québec des projets [de cogénération d'énergie] pour plus de 1 000 mégawatts (en comparaison, le projet Grande-Baleine fournirait 800 MW). Or la société d'État prétend ne pas avoir besoin de cette énergie.

PHOTO LINDBOM LARS



PHOTO OFFICE NATIONAL DU TOURISME CANADIEN

À l'étranger, les critiques environnementalistes sont invoquées pour imposer des barrières non tarifaires aux produits forestiers canadiens.

puis 1987, de redresser la situation en forêt, mais ça coûte cher. Des réglementations nouvelles sont à la veille d'être appliquées par Ottawa et Québec pour diminuer la pollution en usines. Ces réglementations sont contestées par l'industrie papetière puisqu'elles nécessiteraient des investissements de plus de 5 milliards \$, sans améliorer la productivité.

À l'étranger, les critiques environnementalistes sont invoquées pour imposer des barrières non tarifaires aux produits forestiers canadiens. Aux États-Unis, la plupart des états imposent leurs conditions: le papier journal doit contenir un certain pourcentage de fibres recyclées. Ces réglementations visent d'une part à diminuer les volumes de déchets enfouis dans des dépotoirs et d'autre part à sauver des arbres. On peut croire que ces réglementations auront un impact négatif sur l'industrie.

Autre exemple: l'Allemagne se prépare à cesser l'importation de pâte commerciale du Canada à cause de la présence de dioxines. Dans les usines scandinaves les plus modernes, la pâte est blanchie au peroxyde d'hydrogène. Ce procédé ne génère pas de dioxines. Les technologies de rechange existent mais l'industrie est victime de la vétusté de ses usines.

COMMENT S'EN SORTIR?

Cette industrie a-t-elle un avenir? La question a son importance puisque plus de 100 villes et villages au Québec en dépendent exclusivement. Pour répondre à cette question, on peut évoquer l'histoire de **Tembec**. Il y a quelques années, CIP annonçait la fermeture de son usine au Témiscamingue. Les employés refusèrent cette nouvelle et décidèrent de racheter l'usine pour la relancer. Ils ont trouvé les appuis financiers nécessaires et ils ont créé **Tembec**. Ils se sont mis à produire une pâte à partir du peuplier faux-tremble en utilisant un procédé

nouveau à l'époque. Cette pâte de cellulose était destinée à être vendue à des fabricants de pellicules photographiques. C'était un nouveau créneau de marché pour le Québec. Aujourd'hui, ils ont une usine rentable, moins polluante que la plupart des autres au Québec et ils occupent un marché spécialisé. Ils ont investi les profits en recherche et développement avec pour résultat qu'ils sont à la veille d'ouvrir une nouvelle usine fabriquant des poutres pour des édifices commerciaux et industriels à partir de minces bandes de peuplier faux-tremble collées les unes aux autres. Cette usine sera la première au monde à utiliser ce procédé.


Tembec, ça n'est pas le paradis sur terre mais c'est peut-être une solution de rechange face à ces monstres froids que sont les conglomérats tels **Stone-Consolidated**, **Daishowa**, **PFCP** et **Noranda**. **Tembec** c'est peut-être une réponse de la part des gens qui, en régions forestières, décident de commencer à s'occuper de leurs affaires. 



PHOTO: UNADOM LARS



MARYSE ROBERT

LE «COHOUSING»: NOUVELLE COMMUNAUTÉ

En avril dernier, l'hebdomadaire culturel de la région de Boston, *The Boston Phoenix*, faisait grand état d'un nouveau mode de vie en croissance aux États-Unis, le «cohousing», une forme d'habitat communautaire. Deux tiers des maisons disponibles sont de type unifamilial et furent conçues pour les familles où il y a un père, une mère «à la maison» et deux enfants; pourtant, «seulement 27% des familles de ce pays correspondent à ce portrait», de dire l'architecte Alicia Goldman-Angel de Cambridge au Massachusetts. Les autres, ce sont soit des couples sans enfants, des familles monoparentales ou des individus sans liens familiaux qui partagent une maison.

Or, tout ce beau monde souffre d'un manque de communauté. La vie des villages d'autrefois, où les familles se connaissaient depuis des générations, a disparu, emportant avec elle ce sens de la communauté.

Pour remédier à ce problème, nos voisins du sud ont emprunté une idée d'origine danoise, ce «cohousing». Il s'agit simplement de regrouper environ 25 maisons autour d'une cour, d'une maison commune avec salles de réunion, de jeu, de lavage, d'atelier et une cuisine pour repas communautaires. On retrouve aussi un jardin à l'extérieur et un terrain de stationnement à la périphérie. Contrairement aux «communes» des années 60, ce nouveau mode de vie n'élimine pas l'espace personnel, et de ce fait, répond mieux aux besoins des années 90. Il s'agit de créer un milieu de vie, un quartier où l'on connaît ses voisins.

L'ANTIDOTE CONTRE L'ISOLATION

Depuis 1988, année où le concept de «cohousing» fut lancé aux États-Unis grâce au livre *Cohousing: A Contemporary Approach To Housing Ourselves* - Ten Speed Press, plus de cent projets de «cohousing» ont vu le jour. La communauté de Muir Commons, à Davis en Californie, fut la première à compléter son projet et a emménagé dans son nouveau développement en septembre 1991.

Le «cohousing» est un antidote contre l'isolation dont souffrent les banlieusards et les habitants des grandes villes. Cependant, il faut mettre entre trois et

cinq ans avant qu'un projet voie le jour. De nombreux obstacles doivent être surmontés (permis, zonage, emprunts s'il y a construction, etc.). Il y a aussi toute la question de la vie en groupe et du fonctionnement par consensus. Là encore, certains doivent s'ajuster. En cela, l'expérience du «cohousing» est semblable à celle des coopératives d'habitation, la seule différence majeure étant que les individus sont propriétaires de leur maison.

Quoi qu'il en soit, l'engouement pour le «cohousing» démontre sans aucun doute qu'à la veille de l'an 2000, nos voisins citadins sont à la recherche d'un milieu de vie, d'un lieu où l'on retrouve une structure et un soutien social. ↙



PHOTO DENIS RIOLUX

PHOTO DANIEL LEGAULT



STREET CITY UNE EXPÉRIENCE CANADIENNE DES SANS-ABRI

LE CAMPING DES SANS-ABRI DE MONTRÉAL DEVANT LES LOCAUX DE *DERNIER RECOURS* L'ÉTÉ DERNIER A SOULÉVÉ COMPASSION ET CONTROVERSES. AU MÊME MOMENT, À TORONTO, LES RÉSIDANTS-ES DE **STREET CITY** CÉLÉBRAIENT LA RÉUSSITE D'UNE EXPÉRIENCE MODÈLE, QUOIQUE PRÉCAIRE, DE PRISE EN CHARGE ET DE RÉINSERTION COMMUNAUTAIRE DES PERSONNES SANS-ABRI. L'HISTOIRE DE **STREET CITY** MÉRITE D'ÊTRE RACONTÉE...



PIERRE HAMEL

La raison d'être de ce projet-pilote plonge ses racines dans l'errance chronique où s'enlissent un grand nombre d'usagers-ères des refuges, ceux que l'on qualifie «d'indésirables». D'ailleurs, au milieu et à la fin de la décennie 80, les refuges s'orientent de plus en plus vers le dépannage à très court terme. Les personnes inscrites sur les «listes noires» sont ainsi acculées à passer leurs nuits dans des abris de fortune quand ce n'est pas carrément à la belle étoile. Les gens de la rue, parmi lesquels les refuges et centres de dépannage recrutent la majeure partie de leur personnel, sont voués-es à la perte de leur emploi et à un retour aux bas-fonds de l'itinérance. Cette perspective pousse quatre individus désignés sous l'appellation de la «Bande du balcon» (Balcony bunch) à proposer à la **Homes First Society** (organisme d'habitation à but non lucratif) l'ouverture de nouveaux refuges. Le représentant de la Homes First se montre réticent. Il suggère plutôt l'occupation, comme *squatters*, d'un en-

trepôt désaffecté d'un ancien quartier industriel en proie à la spéculation effrénée. Voilà que prend forme le partenariat entre la «Bande du balcon» et la Homes First (noyau initial du projet) d'une part, les services sociaux, le secteur privé, ainsi que les pouvoirs publics, de l'autre. Le projet peut enfin démarrer. Les 14 et 18 octobre 1988, le Conseil municipal de Toronto l'entérine. Un bail d'une durée de trois ans assure à la Homes First Society, pour la somme symbolique de 1\$ par année, la location de l'édifice de la rue Front. Les autorités du Toronto métropolitain accordent une subvention annuelle de 600 000\$.

L'ARCHITECTE ET LE RÉSIDANT

L'une des idées sous-jacentes au type d'intervention dite d'animation postule que des personnes en difficultés, quelle qu'en soit par ailleurs la nature, portent aussi en elles les moyens d'y remédier. C'est ainsi que préalablement à la phase de réaménagement du vieil entrepôt qui va servir d'habitation, l'architecte dont on retient les services présente ses plans et devis aux futurs résidents. Quelques-

uns d'entre eux ont déjà leurs croquis. Qu'à cela ne tienne, l'on avisera en conséquence.

Street City accueille ses premiers locataires dès septembre 1988, au deuxième étage de l'immeuble, en attendant la fin des travaux. Au début, l'aspect physique ressemble en tous points à celui des refuges de type conventionnel avec dortoir (les gens s'y sentent comme des sardines), cuisine, salle de télévision et bureau du personnel. Entre-temps, les résidents se dotent d'un Comité de développement communautaire qui a pour mandat de résoudre les conflits.

LES CANDIDATURES FÉMININES

Après avoir mis la main à la pâte du programme municipal destiné à rejoindre le plus grand nombre possible de sans-abri, les résidents mettent sur pied leur propre programme dit «Street Search». Une équipe connue sous le nom de T-Team pour «Transition Team» s'attelle à la tâche de repérer les gens de la rue et de les mettre au courant du projet alors en voie de réalisation. Dans le même temps,

PHOTOS JEAN KER



en réponse aux demandes réitérées des résidents, le mandat est confié à une travailleuse communautaire de pressentir des candidatures féminines. La recherche confirme d'ailleurs que les femmes itinérantes subissent, davantage que leurs collègues masculins, les effets dévastateurs de l'isolement.

Le 22 mars 1990, l'on procède à l'inauguration officielle, en présence de dignitaires dont l'ex-maire Art Eggleton. Des festivités marquent ce jour faste de la dignité retrouvée. Les résidents-es se prêtent à des visites guidées des lieux. Le complexe contient 6 maisons dont 3 à l'usage de la gent féminine. Chacune de ces maisons abrite 12 chambres individuelles, toutes étant équipées d'un lit, d'un réfrigérateur et d'un placard. Chaque locataire en assume d'ailleurs la décoration selon sa sensibilité.

VERS L'AUTOSUFFISANCE

«Ce programme est un procédé de déve-

re et une mairesse qui président conjointement le «Conseil de ville». Ce dernier comprend des représentants-es élus-es par chacune des maisons; toutes sont les bienvenus-es aux délibérations. La plupart du temps, les décisions sont le fruit d'un consensus. En outre, un Conseil de médiation formé de représentants-es de la Homes First, du personnel et des résidents-es de Street City, règle les litiges. Toute personne qui se croit lésée peut en appeler.

La communauté continue son avancée. En plus des équipements de loisirs comme la table de billard, l'écran projecteur, l'on retrouve une bibliothèque, un lavoir, des boutiques et une «banque». Les résidents-es y échangent leur chèque de la sécurité sociale, dont ils-elles reçoivent le plein montant, soit 591\$ mensuellement, du fait qu'ils-elles sont en mesure de produire une adresse permanente (sans cela, ils-elles ne toucheraient que 255\$). Le service bancaire accorde une marge de crédit de 50\$. Cela

loppement communautaire avant que d'être une thérapie individuelle», peut-on lire dans les documents de Street City. L'apprentissage des valeurs communautaires va bon train. Les résidents-es élisent, à intervalles réguliers, un mai-

s'applique aussi aux nouveaux-elles venus-es. Au fait, chaque résident-e paie un loyer de 350\$ et s'occupe de ses besoins en matière de nourriture, vêtements, etc. Le travail est valorisé bien qu'il ne fasse pas l'objet d'une prescription formelle. Les postes de travail sont occupés par les résidents-es. Ceux-celles-ci reçoivent une rémunération de 8\$ l'heure. Récemment, la municipalité de Toronto a octroyé une subvention de 75 000\$ pour la mise sur pied de nouveaux services. Street City vise une forme d'autofinancement (par un service de restauration, un atelier de réparation de bicyclettes, etc.).

PHASE 2

L'automne qui vient, les résidents-es devront plier bagage. L'immeuble va tomber sous le pic du démolisseur, puisque le site recèle quantité de déchets toxiques. Il faut procéder à sa décontamination. En ce qui a trait à Street City, il s'agit d'un nouveau départ. Le temps de passer à la phase 2 dite Projet ATARATIRI est venu. Ce projet prévoit la construction de 14 000 nouvelles unités de logement pour des sans-abri des deux sexes. La survie de Street City et son développement ultérieur sont prévus à titre de forme transitoire d'habitation qui s'inscrira tout naturellement dans le plus vaste projet d'ensemble. L'on comprend sans peine l'angoisse face à l'inconnu bien que l'on soit tenté de se réjouir de l'ouverture de cette petite communauté autogérée de 72 résidents-es à la collectivité globale.

AUX PHILIPPINES: DROITS HUMAINS ET CATASTROPHE

DANS LES PAYS DITS DÉVELOPPÉS, ON A BIEN CRU QUE LA DESTITUTION DU DICTATEUR MARCOS ALLAIT METTRE FIN AU RÉGIME DE TERREUR QUI A LONGTEMPS RÉGNÉ AUX PHILIPPINES. LES MILLIERS DE CITOYENS QUI ONT PRIS PART EN 1986 À LA MANIFESTATION D'EDSA, ET QUI N'ONT PAS REÇU DEVANT LES CHARS D'ASSAUT, CROYAIENT EUX AUSSI QUE CELLE QU'ILS PORTAIENT AU POUVOIR, LA VEUVE D'AQUINO, FERAIT RÉGNER UN SYSTÈME BASÉ SUR LE RESPECT DES DROITS HUMAINS. À CET ÉGARD, LES GROUPES DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS SONT UNANIMES: AQUINO A FAILLI.

TEXTES DE FRANCE GROULX
PHOTOS DE FRANCE GROULX

Au mois de février dernier, un grand quotidien de Manille publiait, à la une, un rapport d'Amnistie Internationale, qui accusait les différentes milices supportées par le Gouvernement philippin d'avoir tué des centaines de civils au cours des trois dernières années.

Amnistie, un groupe de défense des droits humains basé à Londres, fait état de soldats abattant à bout portant 19 membres d'une famille, incluant une femme enceinte et six enfants. Les soldats s'étaient alors présentés à la maison dans le but d'arrêter le père qu'on suspectait être un rebelle musulman. Il a été abattu alors qu'il tentait de s'échapper et les membres de sa famille ont été alignés devant la maison et tirés.

La liste des disparus-es n'en finit plus de s'étirer, on fait la chasse à tout individu qu'on croit avoir des liens avec un groupe d'opposition. La pratique qui consiste à afficher la photographie de personnes recherchées en échange d'une récompense est encore courante, il arrive même que les images soient publiées dans les journaux. On comprendra qu'il ne s'agit pas de criminels mais bien d'opposants.



C'est le cas notamment de Rudy Delima, un organisateur paysan qui n'ose plus retourner depuis bien des années sur son île natale de Mindanao. Aujourd'hui Delima habite Cebucity: dans les grandes villes les individus recherchés jouissent d'une certaine immunité. Il a fondé à l'extérieur de la ville une coopérative qui regroupe maintenant 2 000 membres. Ce cas n'est pas unique: tout individu ou regroupement impliqué dans l'organisation sociale figure à la liste noire des militaires.

Ainsi la liste des gens abattus par l'armée inclut des membres de communautés

tribales, des paysans, des activistes urbains, des membres de syndicats, des religieux et des avocats de défense des droits humains.

Même après la destitution de Marcos, l'écrasement des groupes rebelles armés, incluant la Nouvelle armée du peuple, a toujours été l'élément qui a dicté les politiques gouvernementales et ses stratégies militaires. Aquino a toujours tenu mordicus à sa politique de guerre totale au communisme. L'ex-présidente donnait ainsi aux commandants militaires régionaux toute la latitude dont ils avaient besoin pour venir à bout des rebelles

San Fernando dévasté par l'éruption du Pinatubo.



armés. C'est essentiellement cette position qui a créé la venue d'une multitude de milices non officielles et de vigilantes.

Dans les Visayas seulement, un groupe d'îles du centre du pays, une organisation paysanne dresse un sombre tableau des actes des paramilitaires. De 1986 à 1990, on a comptabilisé 1 780 maisons incendiées, 324 assassinats, 139 000 évacués de leur village, 118 organisateurs paysans disparus et 518 enfants morts dans les camps d'évacuation.

Ceux qu'on appelle les CAFUCU, ces civils armés par des militaires pour prêter main forte, sont en grande partie responsables des évacuations. On vide des villages entiers, on détruit les récoltes et on met le feu aux maisons dans l'intention de débuser les rebelles. Ces CAFUCU, finan-

LES OUBLIÉS DU MONT PINATUBO

Le 15 juin 1991 est une journée mémorable pour des milliers de Philippins toujours entassés sous des abris de toile et de bois. Le Mont Pinatubo leur enlevait leur maison et le maigre lopin de terre qui les nourrissait. Aux premiers avertissements, les paysans avaient peine à y croire: il y avait 600 ans que le volcan dormait.

La coulée de boue et de débris avançait dans un bruit qu'aurait pu émettre un immense troupeau de buffles à la course. L'exploitation forestière abusive a fait en sorte que les épaisses forêts qui auraient pu retenir la coulée ne sont plus.

Ils ont quitté les lieux: sur 21 villages à peine quatre ont été épargnés. Pas moins de 100 000 personnes ont été déplacées. Aujourd'hui, la région est dévastée. Les champs verdoyants sont devenus des étendues de cendre grise durcie. Les villages sont ensevelis sous des mètres de cendre et de boue. Il serait illusoire de penser que les gens puissent regagner leurs villages, leurs terres.

À 18 kilomètres du centre du volcan, à San Fernando, on croirait qu'une série de bombes sont tombées. Une partie du village est toujours habitée, celle où

l'on a pu creuser et dégager les routes et les maisons. Plus loin c'est inutile, l'épaisseur de cendre est trop importante.

Même les États-Uniens ont préféré abandonner la base militaire de Clark. On dit là-bas qu'il existait un plan d'évacuation pour les soldats mais aucun n'avait été mis en place pour le personnel de soutien formé de Philippins.

Deux semaines après l'éruption, l'aide monétaire massive en provenance de différents pays arrivait aux Philippines. Les dirigeants des divers paliers de gouvernement auraient mis la main dessus, bien peu de ces sommes ont été distribuées aux victimes elles-mêmes. Au fil des mois, les différents organismes humanitaires ont quitté la région, laissant la place au Gouvernement, afin d'établir des politiques permanentes de façon à reloger ces gens.

Un an après, ces milliers de personnes sans emploi et sans terre attendent toujours. À plusieurs endroits, l'eau courante et les toilettes font défaut. L'aide alimentaire se raréfie. On s'inquiète: les aurait-on oubliés?

UN GROUPE DE SOLIDARITÉ ENTRE AGRICULTEURS-TRICES QUÉBÉCOIS-ES ET PHILIPPINS-ES

Une vingtaine de travailleurs-ses du domaine agricole font maintenant partie d'un groupe de solidarité pour les Philippines. Ce sont des agriculteurs-trices, des agronomes, des professeurs-es et surtout des gens qui ont à coeur d'apporter un peu d'aide à des paysans pour qui la survie est au centre des préoccupations quotidiennes.

Le groupe qui porte le nom d'Agro-Paix a pris forme il y a cinq ans. Depuis, il y a eu un séjour d'immersion en 1989 et un autre en février 1992. Les sept personnes qui étaient du voyage ont rencontré des organisations paysannes de différentes régions du pays, un groupe de défense des droits de la personne, des chercheurs de l'Université des Philippines.

C'est un lien avec le KMP, une organisation paysanne présente dans tout le pays, qui a permis au groupe de se rendre là où bien peu de touristes ont accès. Des visites de quelques jours dans des communautés en montagne, la visite d'un célèbre prisonnier politique et celle de la ville construite sur le dépotoir de Manille, restent ancrées dans la mémoire de ces voyageurs de la campagne.

De modestes campagnes de financement permettent une aide monétaire, on privilégie de petits projets agricoles dirigés par les paysans eux-mêmes. L'irrigation, l'achat de terrain ou de buffles, sont des exemples du type de projets privilégiés.


cés par les grand propriétaires terriens, sont le résultat direct de la politique de guerre totale au communisme adoptée par le gouvernement Aquino. Dans certaines régions du pays, par exemple dans le Nègro occidental, la présence des CAFCU est fort importante. Ils sont particulièrement efficaces à empêcher l'organisation des ouvriers et paysans.

Aux accusations de violation des droits humains, le Gouvernement répond que les rebelles armés sont les premiers responsables de crimes atroces. Au cours des années de l'administration Aquino, bien peu de soldats ont été traduits en justice pour les assassinats commis.

BASES MILITAIRES ÉTATS-UNIENNES

On peut difficilement dissocier de ce sombre tableau le fait que le gouvernement Aquino a joui de l'appui inconditionnel des États-Uniens tout au long de ses six années de règne. On a vu en Cory Aquino celle qui allait rétablir la démocratie mais aussi celle qui allait défendre la présence des bases militaires états-uniennes dans son pays. Les bases militaires ont fourni du travail à des milliers de Philippins et un pied à terre à des milliers de soldats états-uniens.

Le départ d'Aquino aura coïncidé avec le retrait des bases militaires du pays. Ce sont les sénateurs qui, à l'issue d'un vote serré, ont décidé de ne pas reconduire les contrats des bases pour une nouvelle période de dix ans. Le sort de la base militaire de Clark s'est réglé par lui-même puisqu'elle a été littéralement enterrée sous des mètres de boue laissée par l'éruption du Mont Pinatubo. Quant à la base navale de Subic Bay, les premières installations ont été retirées en février dernier. Le Gouvernement philippin espérait que les États-Uniens y laissent quelques installations pour que l'on puisse redonner une vocation à Subic, par exemple la réparation de navires. Mais en vain.

Les relations entre les Philippines et les États-Unis n'étant plus ce qu'elles étaient, nous entendrons peut-être davantage parler de la situation des droits humains aux Philippines. 





VIDÉO-CEQ
C'est une autre manière pour la CEQ de mieux servir ses membres et de contribuer à la vie démocratique de notre société

PUB 53

Gaia

Le jeune Olivier est atteint de leucémie. À travers son expérience, il prend conscience que la Terre (Gaia) est vivante et qu'elle aussi est malade. Une excellente vidéo pour favoriser, chez les jeunes, une prise de conscience des problèmes environnementaux.

Un guide d'animation accompagne cette vidéo

Pour en savoir plus long sur cette vidéo et sur les autres titres disponibles, commandez dès maintenant et sans frais notre répertoire auprès du Centre audiovisuel. Centrale de l'enseignement du Québec, 1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec (Québec) G2K 2G1, tél.: (418) 627-8888 téléc.: (418) 627-9999.



S'appauvrir dans un pays riche

À l'aube des années 90, le Québec s'insère de façon accélérée dans le fort courant économique qui marque cette fin de siècle: la mondialisation de l'économie. Après avoir été secouée très durement par la grave récession de 1982, il a suffi que l'économie reprenne le sentier de la croissance pour que plusieurs célèbrent cette nouvelle période faste.

Mais faste pour qui? On dénombre toujours au Québec plus d'un million de personnes pauvres dont le tiers sont des enfants. Les organismes de charité et les soupes populaires sont littéralement débordés tandis que des centaines de milliers de chômeuses, chômeurs, de travailleuses, travailleurs précaires et de personnes assistées sociales s'agrippent du mieux qu'ils le peuvent.

S'appauvrir dans un pays riche nous dévoile les multiples facettes de l'appauvrissement, identifie quelques-uns des nouveaux visages de la pauvreté au Québec et nous montre comment et pourquoi la croissance économique n'est aucunement garante d'un partage plus équitable de la richesse dans notre société.

Richard Langlois travaille comme économiste à la Centrale de l'enseignement du Québec.

Une coédition CEQ / Éditions Saint-Martin. En vente dans les bonnes librairies et au Centre de documentation de la CEQ, 1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec (Québec) G2K 2G1. Tél.: 418 / 627-8888.



Le mythe de la croissance infinie est aujourd'hui remis en question par l'accumulation des catastrophes écologiques et l'expansion de la pauvreté dans le monde. Voilà où nous a conduit l'intérêt à court terme des employeurs, entraînant le gaspillage des ressources et de l'énergie, la piètre qualité des produits et des services, la précarisation d'une partie importante des emplois, et la concentration de plus en plus grande de la richesse.

S'impliquer dans l'organisation du travail, c'est travailler à relancer le progrès social

Pour relancer le développement dans le sens du progrès social, il faut changer l'organisation du travail de façon à permettre aux travailleurs et travailleuses d'utiliser leur savoir-faire, leurs connaissances, leur créativité. C'est ainsi qu'on pourra le mieux rejoindre l'intérêt de la majorité pour un meilleur partage des emplois et de la richesse, pour des produits de qualité, des services de qualité, et des emplois socialement utiles.



La Confédération des syndicats nationaux
1601 rue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5